



Plusieurs partis
sur le terrain ce week-end

Le consensus national à l'ordre du jour

Le consensus national est revenu comme un leitmotiv durant ce week-end dans les interventions des responsables de partis politiques au cours de leurs activités. C'est le cas notamment du FFS qui a réitéré l'attachement de son parti à la réalisation du consensus national ou encore d'El Islah qui a appelé à la tenue d'une conférence de dialogue national.

Page 3

Pluviosité

Les fortes précipitations, pas un phénomène nouveau

Page 24

Un grand engouement depuis le début de l'année

GPL, la longue attente des automobilistes

La hausse des prix et la campagne lancée par les autorités publiques afin de promouvoir le GPL ont fini par convaincre des milliers d'Algériens d'opter pour ce carburant. Mais depuis le début de l'année, le problème se pose autrement.

Page 3



Grève dans le secteur de la santé

Les médecins résidents veulent reprendre les négociations

Page 3



Vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien

Le MAE convoque l'ambassadeur de l'UE à Alger

L'ambassadeur de l'Union européenne à Alger, John O'Rourke, a été convoqué au siège du ministère des Affaires étrangères par le secrétaire général du ministère, Noureddine Ayadi, suite à la diffusion à Bruxelles, d'une vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien, indique hier un communiqué de ce ministère.

Page 2

Selon Oxford Business Group

L'Algérie intensifie ses investissements énergétiques en amont et en aval

en production, en mars dernier, du champ gazier de Timimoun qui devrait produire 1,8 milliard de m3 de gaz/an à partir de 37 puits, dans le cadre d'un partenariat Sonatrach (51% des parts)-Total (37,75%)-Cepsa (11,25%).

Le lancement des opérations à Timimoun, après une série de retards, fait suite à l'inauguration du champ gazier de Reggane Nord en 2017, développé par Sonatrach et les partenaires européens Repsol, DEA Deutsche Erdoel et Edison, pour atteindre à terme une production annuelle de 4,5 milliards de m3, note OBG.

Un troisième projet devrait être lancé au deuxième semestre de 2018: Le développement du champ gazier de Touat, partenariat entre Sonatrach (35%), Engie (30%) et Neptune Energy (35%), qui a fait l'acquisition d'Engie E&P International en février 2018, souligne OBG.

Ces trois projets, qui devraient entraîner une hausse de la production totale de gaz d'environ 9 milliards de m3/an, seront reliés au nouveau gazoduc GR5 (765 km) qui transportera le gaz jusqu'au centre de traitement de Hassi R'mel.

Page 5



L'Algérie intensifie ses investissements dans les secteurs pétrolier et gazier en lançant de nouveaux projets dans le cadre d'une stratégie qui vise à accroître la production et à développer l'industrie de la transformation pour créer de la valeur ajoutée, indique le cabinet britannique de recherche économique et de conseil Oxford Business Group (OBG) sur son site Web. Dans ce sens, OBG rappelle l'entrée



Un grand engouement depuis le début de l'année

GPL, la longue attente des automobilistes

La hausse des prix et la campagne lancée par les autorités publiques afin de promouvoir le GPL ont fini par convaincre des milliers d'Algériens d'opter pour ce carburant. Mais, depuis le début de l'année, le problème se pose autrement.



Par Massi Salami

Les stations chargées des travaux de reconversion des véhicules sont dans l'incapacité de répondre à la demande. Pis encore, des automobilistes devraient désormais patienter pendant deux, trois, voire quatre mois, pour que leur tour arrive. L'engouement est tel que tous les centres chargés de cette opération sont pris d'assaut. L'on parle même d'un créneau porteur qui attire de plus en plus de jeunes apprentis. Depuis que le gouvernement a appliqué les nouveaux tarifs sur le carburant, les citoyens sont nombreux à opter pour les «bouteilles de gaz», qui permettent de faire des économies. Actuellement, les automobilistes intéressés, doivent déposer leurs dossiers et patienter. Certains n'hésitent pas à faire interve-

nir leurs connaissances avec l'espoir de rapprocher leur rendez-vous, ne serait-ce que de quelques semaines. Le prix de la reconversion, plus de 50 000 DA, qui était naguère un empêchement, ne l'est plus puisque, à la longue, on est largement bénéficiaire. Les autorités publiques ne s'attendaient pas à un tel succès. D'ailleurs, ce n'est que maintenant que l'on songe aux moyens d'absorber, dans les meilleurs délais, cette grade affluence. D'un côté pour ne pas dissuader les citoyens intéressés, d'un autre côté afin de concrétiser la politique du gouvernement, visant à généraliser cette source alternative de faire marcher sa voiture, tout en réduisant les importations qui se chiffrent en milliards de dollars. Avant-hier, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a indiqué que l'uti-

lisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et du gaz naturel comprimé (GNC) demeurerait la meilleure solution pour réduire l'utilisation du GPL et du GNC comme carburant conventionnel.

Lors d'une intervention à l'occasion d'une rencontre placée sous le thème «Les collectivités locales au cœur de la transition énergétique: défis et opportunités», lue en son nom par la secrétaire générale du ministère de l'Energie, M. Guitouni a affirmé que l'utilisation du GPL et du GNC comme carburant permettrait de réduire la lourde facture de consommation du carburant conventionnel, ajoutant que le gouvernement a consacré une importante subvention pour financer la conversion des véhicules publics et privés ainsi que les taxis, allant jusqu'à 50% du coût de l'opération.

L'Etat, poursuit le ministre, a accordé d'autres facilités pour promouvoir l'utilisation du GPL comme carburant dont le maintien du prix du GPL à 9 DA/litre et l'exonération des véhicules utilisant ce type de carburant de la vignette automobile.

Cette rencontre nationale s'inscrit dans le cadre du développement durable des collectivités locales et de la concrétisation sur le terrain de la coopération entre les secteurs de l'énergie et des collectivités locales pour la mise en oeuvre du programme de l'efficacité énergétique, a-t-il noté. Bien que la démarche de l'Etat est à saluer, mais l'urgence est de doter les centres de conversion privés ou de Naftal de suffisamment de personnels afin d'effectuer cette transition dans les meilleurs délais.

M. S.

Vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien Le MAE convoque l'ambassadeur de l'UE à Alger

L'ambassadeur de l'Union européenne à Alger, John O'Rourke, a été convoqué au siège du ministère des Affaires étrangères par le secrétaire général du ministère, Noureddine Ayadi, suite à la diffusion à Bruxelles d'une vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien, indique hier un communiqué de ce ministère.

Le haut responsable algérien a, à cette occasion, «relevé avec indignation et réprobation que l'enregistrement par la dénommée Mme Lefèvre née Haddad, ressortissante belge d'origine algérienne, a été réalisé dans des installations officielles du Parlement européen utilisant ainsi et détournant abusivement des symboles de l'Union européenne pour porter gravement atteinte à l'honneur et à la dignité des institutions de la République algérienne», souligne la même source.

Il a, en conséquence, exprimé «le voeu que l'Union européenne se démarque publiquement de cette manoeuvre et demandé que des actions concrètes soient prises contre les agissements irresponsables de la contrevenante», note le communiqué.

Il convient de «rappeler que l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles a déjà eu à effectuer, sur instruction du ministre des Affaires étrangères, des démarches urgentes auprès des institutions compétentes de l'Union européenne», conclut le MAE.

Bilal L.

Sommet international Smart city 2018 Plus de 4 000 participants nationaux et internationaux attendus

Plus de 4 000 participants nationaux et internationaux activant dans les domaines des technologies modernes et des start-up ainsi que des leaders dans l'investissement des villes intelligentes prendront part, les 27 et 28 juin prochain à Alger, à un sommet international des Smart cities (villes intelligentes), a-t-on appris dimanche auprès de la wilaya d'Alger.

Alger accueillera les 27 et 28 juin prochain au niveau du Centre international de conférence (CIC) un sommet international des villes intelligentes 2018, dédié aux nouvelles technologies et stratégies d'investissement. Ce sommet réunira plus de 150 conférenciers internationaux et 4 000 délégués et responsables de grandes entreprises villes intelligentes de par le monde, a annoncé à l'APS, la conseillère à la wilaya d'Alger et responsable des investissements des projets Alger smart-ville et start-up, Fatiha Slimani.

«L'objectif essentiel de ce sommet est de favoriser la mise en place de partenariats internationaux et l'échange de connaissance en matière de développement de ville durable et d'investissement dans le cadre des hautes technologies», a souligné Mme. Slimani, précisant que cette rencontre sera, aussi, «une occasion pour présenter les dernières nouveautés en technologie et stratégies d'investissement».

T. L.

Accidents de la route

67 morts depuis le début de Ramadhan

Par Karima Nacer

Depuis le début du mois de Ramadhan, les accidents de la circulation ont fait 67 morts, dans plus de 1 700 accidents de la circulation à travers le territoire national, selon un bilan de la direction générale de la Protection civile qui précise que la plupart des accidents ont eu lieu deux heures avant l'iftar, lorsque les Algériens entament leur course vers la table du four.

Le mois de Ramadhan aura, comme chaque année, son lot d'accidents de la route. Ces accidents se multiplient en ce début de Ramadhan et se font de plus en plus violents en raison de l'imprudence des conducteurs. Le manque de sommeil et la fatigue constituent

autant de facteurs qui sont derrière les accidents que connaissent les routes durant ce mois sacré. C'est entre 16h et 18h qu'on enregistre le plus d'accidents dus essentiellement à l'excès de vitesse, puis entre 6h et 8h du matin en raison du manque de vigilance, selon le capitaine Bernaoui de la Protection civile. Pendant le mois du jeûne les accidents augmentent, les conducteurs multiplient les courses tout en espérant arriver à l'heure pour la rupture, finalement ils n'hésitent pas à adopter une conduite brutale et à dépasser les limitations de vitesse, alors que l'intervalle de temps entre la sortie des bureaux et l'adhan est d'environ quatre heures. Ce comportement irresponsable donne malheureusement lieu à un spectacle macabre sur les routes. Autre

facteur important qui cause les accidents, selon Bernaoui est dû au changement des habitudes de sommeil pendant le mois sacré. Ainsi, les jeûneurs ont tendance à veiller jusqu'à des heures très tardives, ce qui résulte une diminution des réflexes à cause du manque de sommeil. Pour l'officier de la Protection civile, toutes les données montrent clairement que l'excès de vitesse demeure la cause principale des accidents.

Dans le même contexte, la Protection civile indique que neuf personnes ont trouvé la mort et 31 autres ont été blessées dans 11 accidents de la circulation enregistrés lors des dernières 48 h à travers le territoire national. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sétif, avec

trois morts et cinq blessés suite à trois accidents de la circulation, le plus important ayant causé un mort et quatre autres blessés suite à une collision entre un camion et un véhicule léger, survenue sur le chemin de wilaya n°14, dans la commune de Aïn Abessa, précise la même source. Les secours de la Protection civile sont intervenus également suite aux chutes de pluie qui se sont abattues durant les dernières 24 h, notamment au niveau des wilayas de Tiaret et Bordj Bou Arréridj où plusieurs opérations d'épuisement des eaux pluviales ont été effectuées dans des habitations. Ce n'est pas tout. Au cours des dernières 24 h, trois personnes ont trouvé la mort et 15 autres ont été blessées dans trois accidents survenus sur le territoire national,

selon la même source. La wilaya d'El Bayadh déplore le bilan le plus lourd avec le décès d'une personne, alors que 12 autres ont été blessées suite au renversement d'un bus de transport des voyageurs desservant la ligne Béchar-Tébessa, survenu sur la RN 47 dans la commune de Chellala.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour des opérations d'épuisement des eaux pluviales à l'intérieur des habitations, au cours des dernières 24 h dans les wilayas du centre-ouest et de l'ouest du pays où les mêmes services sont intervenus pour le sauvetage de deux personnes à bord d'un véhicule cerné par les eaux pluviales dans la wilaya de Chlef.

K. N.

ÉVÈNEMENT ▶▶

Plusieurs partis sur le terrain ce week-end

Le consensus national à l'ordre du jour

Le consensus national est revenu comme un leitmotiv durant ce week-end dans les interventions des responsables de partis politiques au cours de leurs activités. C'est le cas notamment du FFS qui a réitéré l'attachement de son parti à la réalisation du consensus national ou encore d'El Islah qui a appelé à la tenue d'une conférence de dialogue national.



Par S. A. Mohamed

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Hadj Djilani Mohamed, a réitéré samedi à Béjaïa l'attachement de son parti à la réalisation du consensus national, estimant que le projet défendu depuis le 5^{ème} congrès de sa formation politique «reste la seule solution» pour éviter au pays «les périls qui le menacent». «Les orientations unilatérales et exclusives du système constituent un danger sur l'avenir et la souveraineté du pays», a-t-il martelé devant les participants au conseil extraordinaire de la Fédération de Béjaïa, élargi aux élus locaux et nationaux du parti, estimant que la parade repose

essentiellement sur une démarche qui favoriserait «la reconstruction du consensus national». Hadj Djilani a fait notamment référence à l'esprit d'entente, qui a prévalu à la veille du déclenchement de la guerre de Libération et qui a permis d'arracher l'indépendance. Le premier secrétaire du FFS s'est dit «conforté» dans sa position, à cause notamment de l'acceptation par l'essentielle des forces politiques des analyses du parti et de la nécessité de conjuguer les efforts pour y arriver. Néanmoins, il a tenu à marquer la singularité de son parti qui, de son point de vue, pose une problématique générale, à contrario d'autres acteurs qui saucissonnent le projet en plusieurs revendications. Le président du Mouvement El Islah, Filali

Ghouini a quant à lui appelé samedi à Alger à la tenue d'une conférence de dialogue national avec la participation de tous pour la construction d'un large consensus politique. Dans une allocution lors de la session ordinaire du bureau national du mouvement, M. Ghouini a proposé la «tenue d'une conférence de dialogue national initiée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à laquelle prendra part toutes les parties concernées et veillera à son succès tous les acteurs à l'effet de s'orienter vers la construction d'un large consensus politique national avec une large base populaire pour traiter la situation prévalant dans le pays». Cela devrait contribuer sans aucun doute au «rétablissement de la

confiance» entre le pouvoir, les partis et les principaux acteurs du front national ainsi qu'au renforcement du front interne, a-t-il ajouté. Le président du Mouvement El-Islah estime que la prochaine élection présidentielle devrait constituer une première étape pour la concrétisation du consensus national et la consécration de l'Etat de droit et des libertés. Quant au mouvement de la société pour la paix (MSP), son président Abderrazak Mokri a appelé à saisir la chance qu'offre la remontée des prix du pétrole sur le marché international pour «exploiter les rentes dans le développement durable et l'amélioration du cadre de vie du citoyen». Enfin le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbas, a affirmé samedi à Tizi Ouzou, que «90% des nouveaux membres» désignés, la semaine dernière, lors du changement opéré dans la composante du bureau politique de son parti, sont des universitaires. «Ce changement n'a pas été le fruit d'un hasard, mais une nécessité venue pour redresser les affaires du parti», a-t-il affirmé, en précisant que «90% des nouveaux membres sont des universitaires, dont quatre anciens ministres, 10 députés et huit moudjahidines, maintenus au sein de cette instance». Ould Abbas a enfin lancé «un appel au Président Bouteflika à poursuivre ses réalisations et parachever son œuvre entamée il y a 20 ans», en assurant qu'il (le FLN) est toujours en attente de «la réponse et du feu vert du Président à notre sollicitation».

S.A.M.

Hadj 2018

Lancement de l'opération d'hébergement électronique, lundi 11 juin

L'Office national du Hadj et de la Omra (Onpo) a annoncé, hier que l'opération d'hébergement électronique des hadjis pour cette saison débutera le lundi 11 juin en cours.

«L'hébergement électronique via le site officiel de l'Office débutera le lundi 11 juin 2018», a indiqué l'Office, précisant que «ce service d'information, adopté durant ces deux dernières saisons du Hadj, permet au pèlerin algérien de réserver sa chambre à La Mecque et de choisir ses compagnons du Hadj, en accédant au portail d'hébergement électronique sur le site de l'Office, en vue de choisir les hadjis avec qui il aimerait partager sa chambre et choisir l'une des chambres proposées par le système électronique».

Dans le même contexte, l'Office a indiqué que le lancement officiel de

l'opération d'acquisition des billets du Hadj est prévu à partir du 10 juin jusqu'au 1^{er} juillet au niveau de toutes les agences d'Air Algérie agréées à cet effet à tra-

vers le territoire national. Le premier vol des hadjis vers les Lieux Saints est prévu le 25 juillet prochain. L'opération sera encadrée par 44 agences de voyages, en sus de

deux établissements publics. Le nombre de pèlerins pour l'année en cours s'élève à 36 000 hadjis dont la moitié sera transportée par Air Algérie, tandis que les

compagnies saoudiennes et une compagnie de transport privée prendront en charge l'autre moitié, sur décision de l'Autorité de l'aviation civile saoudienne. **H. T.**

Atteinte aux droits des enfants

Ancrer la culture de l'alerte

La déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Chorfi, a appelé samedi à Alger, à l'ancrage de la culture de l'alerte chez les citoyens, en vue de signaler toute atteinte aux droits de l'enfant et de le protéger des différentes formes d'agressions, ajoutant que plusieurs appels avaient été reçus depuis le lancement du numéro vert 11-11, même d'enfants.

Dans une déclaration en marge de sa visite au service des enfants atteints de cancer au CHU Mustapha Bacha, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'enfance, Mme Chorfi a insisté sur «l'impératif pour le

citoyen de signaler toute atteinte aux droits de l'enfant», précisant que plusieurs appels avaient été reçus depuis le lancement, fin décembre dernier, du numéro vert 11-11. Dans ce contexte, elle a indiqué que depuis le lancement de ce service pour signaler les cas de mineurs en danger, la cellule mise en place avait reçu «plusieurs appels, dont des cas signalés par des enfants», appelant tous les citoyens à contribuer à la protection de l'enfant, d'autant plus que le numéro est gratuit. La loi garantit la protection à la personne qui procède au signalement ou à l'alerte et dégage les personnes signalant des cas d'atteinte aux

droits de l'enfant, de toute responsabilité administrative, civile ou pénale, même si les enquêtes n'aboutissent pas à la confirmation de ces cas d'atteinte, a affirmé la même responsable. Lors de cette visite, les 30 enfants hospitalisés au CHU Mustapha Bacha ont reçu des présents.

La semaine dernière, quatre enfants parmi les 30 ont passé leur examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) à l'intérieur du service. La direction de l'Education d'Alger avait réuni toutes les conditions nécessaires au bon déroulement de l'examen au profit des enfants malades. **Reda A.**

Grève dans le secteur de la santé Les médecins résidents veulent reprendre les négociations

Par Rachid Chihab

Le début de la fin du conflit social qui oppose le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra), au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière se précise. En plus de la reprise des gardes depuis hier, les médecins résidents réaffirment leur engagement à asseoir à nouveau sur la table des négociations en vue de trouver des solutions à leur plate-forme de revendications, indique un communiqué de l'organisation rendu public samedi soir.

«Le Collectif autonome des médecins résidents algériens tient à féliciter l'ensemble des médecins résidents, pour leur courage et leur dévouement exemplaires à notre noble cause; malgré tous les obstacles qui se dressent malheureusement sur notre chemin depuis des mois», lit-on dans le document.

Toutefois, le Camra précise que la reprise des gardes ne veut nullement dire la fin du mouvement de protestation. En effet, il affirme que sa grève qui dure depuis six mois va se poursuivre. «Le Camra réitère une nouvelle fois son entière disposition au dialogue, aux négociations et aux propositions concrètes afin de trouver une entente juste et digne de ce mouvement historique qui perdure depuis maintenant plus de six mois. En attendant de trouver des solutions pérennes, le Camra compte continuer son mouvement de protestation, comme précisé sur son dernier communiqué», note la même source.

Enfin, le Collectif autonome des médecins résidents algériens appelle l'ensemble des résidents à rester mobilisés, unis et à maintenir leur engagement envers notre cause, jusqu'au dénouement qui, nous en avons bon espoir, sera pour le meilleur. Notons que les médecins résidents réclament principalement, la révision profonde du service de sorte à supprimer son caractère obligatoire, l'amélioration des conditions de travail, le renforcement du système de formation pour leur rendre plus adapté aux nouvelles mutations et enfin ils demandent le droit d'avoir une représentation syndicale reconnue par la tutelle. **R.C.**

Selon le directeur des services agricoles de Constantine

Récupération des terres en jachère d'«ici à la saison agricole 2020»

L'ensemble des terres en jachère dans la wilaya de Constantine sera récupéré «d'ici à la saison agricole 2020», a affirmé samedi, le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.



Une surface de 19 000 ha de terres en jachère sera exploitée au titre de la saison agricole 2018-2019, a indiqué à l'APS, le même responsable, précisant que ces terres seront réservées à la culture des produits maraîchers et du fourrage notamment.

Rappelant les efforts déployés par les services agricoles visant la réduction de la surface des terres en jachère et l'encouragement de leur exploi-

tation, le même responsable a indiqué qu'une superficie de plus de 15 000 ha de terres en jachère avait été récupérée durant la saison agricole 2017-2018. Les terres en jachère qui représentaient, durant la saison agricole 2014-2015, 39% de la surface globale réservée à l'agriculture dans la wilaya de Constantine, ont été réduites à moins de 19 000 ha au titre de l'actuelle saison agricole, soit 17% de l'ensemble des terres agricoles, a précisé le DSA.

L'application de la stratégie d'exploitation continue de toutes les surfaces agricoles a permis la réduction des terres en jachère et l'augmentation des surfaces agricoles, ce qui contribue, a ajouté M. Ghediri à la réduction de la facture d'importation et la réalisation de l'autosuffisance alimentaire. Le DSA a mis l'accent, dans ce contexte, sur l'importance de sensibiliser les agriculteurs quant à la nécessité d'exploiter ces terres d'autant, a-t-il ajouté,

que des mesures d'accompagnement ont été prévues par l'Etat. Compte tenu de la pluviosité favorable caractérisant l'actuelle saison agricole, les services agricoles de la wilaya de Constantine prévoient une production optimale, a fait savoir le même responsable, précisant que les terres réservées à la culture des céréales de l'hiver a atteint plus de 81 000 ha, soit 80% de la totalité des terres cultivées estimées à 125 000 ha. **Reda A.**

Mostaganem Production prévisionnelle de 4,6 millions de quintaux de pommes de terre

Une production de 4,6 millions de quintaux de pommes de terre de saison est prévue dans la wilaya de Mostaganem, soit une hausse de plus d'un million de quintaux par rapport à la saison écoulée, a-t-on appris samedi de la direction des services agricoles (DSA).

La cheffe du service organisation de la production et appui technique à la DSA, Aouicha Bouras, a indiqué que jusqu'à la fin mai dernier, une production de 4 millions de quintaux de pommes de terre a été récoltée sur une superficie de 10 740 ha sur un total de 12 460 ha ciblés. La production devra atteindre d'ici à la fin de la campagne, en juin, 4,6 millions de quintaux contre 3,3 millions la saison agricole écoulée, a-t-elle précisé.

Un rendement record a été relevé cette saison par hectare, soit 400 à 500 q/ha dans certaines exploitations agricoles sur la plaine de Sirat et à Bouguirat au sud de Mostaganem en plus d'un rendement moyen de 370 q/ha.

Mme Bouras a justifié que ce bond quantitatif est dû à la maîtrise des agriculteurs du processus technique de production de la pomme de terre, à la bonne pluviosité et aux opérations préventives contre les maladies, dont le mildiou. Ce nouvel apport a contribué à réguler le marché ainsi qu'à stabiliser et à baisser les prix à 40 DA le kg, surtout en ce mois de Ramadhan qui enregistre une large et rapide consommation de ce tubercule.

Reda A.

Réception prochaine du premier silo de stockage de céréales

Le premier silo de stockage de céréales du programme de réalisation de 39 infrastructures similaires prévues à l'échelle nationale sera réceptionné lundi à Constantine, a annoncé samedi le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.

Ce silo, d'une capacité de 50 000 tonnes, réalisé dans la commune d'El Khroub permettra le renforcement des capacités de stockage des céréales dans cette wilaya qui prévoit au titre de l'actuelle campagne

moisson-battage, une récolte céréalière «record» avoisinant les 2 millions de quintaux, a souligné le responsable.

Lancé en réalisation en 2014, ce silo en béton armé a nécessité un investissement public de l'ordre de 25 milliards de dinars, selon les précisions fournies par le DSA.

Un autre silo d'une capacité de 30 000 tonnes réalisé à la commune de Zighoud Youcef dans le cadre d'un investissement privé sera également réceptionné ce

lundi, a fait savoir M. Ghediri, précisant que l'exploitation de cette nouvelle infrastructure se fera dans le cadre d'une convention entre l'investisseur et la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS).

La mise en service de ces deux nouvelles infrastructures augmenteront les capacités de stockage dans la wilaya de Constantine de 1,2 million de quintaux à 2,1 millions de quintaux, a-t-il encore détaillé.

Il s'agit là, a ajouté le DSA, «de projets structurants»

devant permettre de répondre aux préoccupations des céréaliculteurs confrontés à des contraintes de stockage et de conditionnement de leurs récoltes. Il a également mis l'accent sur l'importance de ces silos dans l'accompagnement des efforts de promotion de la filière céréale, considérée comme indispensable dans la réussite du programme national d'autosuffisance alimentaire.

L'Algérie avait lancé depuis 2013 un programme «straté-

gique et prometteur» portant création de 39 silos dont huit seront réceptionnés «avant fin 2018», alors que le reste est attendu d'ici à 2020, ont rappelé les responsables concernés. 8,4 millions de tonnes de céréales ont été importés en 2017 pour un montant de 1,7 milliard de dollars, contre 9,1 millions de tonnes en 2016, soit une baisse de 5,12%, selon les récentes statistiques communiquées par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). **Reda A.**

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à 75,17 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 75,17 dollars, a indiqué cette Organisation sur son site web.

Mercredi, le prix du panier de référence du brut de l'Opep était de 73,72 dollars, a précisé la même source.

Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze (14) types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela).

Jeudi, les cours de l'or noir divergeaient en cours d'échanges européens après leur rebond marqué de la veille en attendant les données officielles sur les réserves américaines de brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, dont c'est le dernier jour

de cotation, valait 78,05 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 55 cents.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédait 90 cents à 67,31 dollars une heure après son ouverture.

Par contre, les cours du pétrole ont terminé la semaine en baisse sous l'effet de craintes grandissantes quant aux conséquences qu'aurait une guerre commerciale entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires sur la croissance et la demande.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a fini à 76,79 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 77 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude»

(WTI) pour le contrat de juillet a cédé 1,23 dollar à 65,81 dollars. Sur la semaine, le cours du WTI a ainsi chuté de 3,23%.

Le recul du pétrole coté à New York a également été accéléré par les chiffres américains sur la production, à de nouveaux sommets.

Les Etats-Unis ont extrait en moyenne 10,77 millions de barils par jour (mbj) contre 10,73 mbj la semaine précédente, selon les statistiques hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) jeudi.

Quant au Brent, référence du pétrole dans le reste du monde, les acteurs du marché attendent d'en savoir plus sur l'avenir de l'accord de limitation de la production qui unit l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à dix autres pays, dans le but affiché de faire remonter les prix.

L'Arabie Saoudite et la Russie ont

annoncé la semaine dernière qu'ils pourraient assouplir les limitations de la production de brut.

Lors d'un forum économique à Saint-Pétersbourg, le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Falah a jugé que les pays producteurs auront «bientôt la possibilité de libérer l'offre».

Pour sa part, le ministre russe Alexandre Novak a estimé que «si nous arrivons à l'idée commune qu'il est indispensable d'assouplir le niveau (de production, ndr), cela doit se faire à partir du troisième trimestre».

A noter que l'Opep et ses dix partenaires ont atteint en avril dernier un niveau de conformité record de 152%, avec leurs engagements de réduction de la production pétrolière.

L'Organisation et ses dix partenaires, dont la Russie vont tenir une nouvelle réunion le 22 juin prochain à Vienne.

Reda A.

Selon Oxford Business Group

L'Algérie intensifie ses investissements énergétiques en amont et en aval

L'Algérie intensifie ses investissements dans les secteurs pétrolier et gazier en lançant de nouveaux projets dans le cadre d'une stratégie qui vise à accroître la production et à développer l'industrie de la transformation pour créer de la valeur ajoutée, indique le cabinet britannique de recherche économique et de conseil Oxford Business Group (OBG) sur son site Web.



Dans ce sens, OBG rappelle l'entrée en production, en mars dernier, du champ gazier de Timimoun qui devrait produire 1,8 milliard de m³ de gaz/an à partir de 37 puits, dans le cadre d'un partenariat Sonatrach (51% des parts)-Total (37,75%)-Cepsa (11,25%).

Le lancement des opérations à Timimoun, après une série de retards, fait suite à l'inauguration du champ gazier de Reggane Nord en 2017, développé par Sonatrach et les partenaires européens Repsol, DEA Deutsche Erdoel et Edison, pour atteindre à terme une production annuelle de 4,5 milliards de m³, note OBG.

Un troisième projet devrait être lancé au deuxième semestre de 2018: Le développement du champ gazier de Touat, partenariat entre Sonatrach (35%), Engie (30%) et Neptune Energy (35%), qui a fait l'acquisition d'Engie E&P International en février 2018, souligne OBG.

Ces trois projets, qui devraient entraîner une hausse de la production totale de gaz d'environ 9 milliards de m³/an, seront reliés

au nouveau gazoduc GR5 (765 km) qui transportera le gaz jusqu'au centre de traitement de Hassi R'mel.

Cette hausse de la production en amont intervient alors que Sonatrach a annoncé son intention d'investir 56 milliards de dollars d'ici 2022.

Transformation en aval et énergies renouvelables pour renforcer le secteur de l'énergie

Par ailleurs, OBG relève que «les autorités algériennes ne visent pas seulement une augmentation de la production gazière, mais entendent également développer la transformation en aval et le rôle des énergies renouvelables pour assurer davantage d'efficacité et de rentabilité au secteur énergétique».

L'Algérie a produit environ 95 milliards de m³ de gaz en 2017, dont environ 55% ont été exportés, principalement vers l'Europe, précise ce cabinet britannique.

Afin de fournir une feuille de route de

développement durable, Sonatrach a dévoilé sa stratégie baptisée SH2030 Leading the Change (Conduire le Changement), qui fait la part belle à l'industrie pétrochimique et à la transformation locale, poursuit la même source.

«L'aval a toujours été négligé en Algérie et cela devient un important problème stratégique», explique le P-DG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, à OBG.

«Nous importons plus d'un milliard de dollars de carburant par an, ce qui n'a aucun sens. Nous voulons créer de la valeur ajoutée pour notre gaz et la transformation pétrochimique sera le développement le plus important que Sonatrach connaîtra au cours du siècle», avance-t-il dans cet entretien.

Afin d'améliorer la situation, la compagnie procède actuellement à une modernisation de la raffinerie de Sidi R'cine (Alger) qui verra sa capacité de transformation passer de 2,8 millions de tonnes à 3,7 millions de tonnes et sa capacité de stockage du carburant augmenter de 73%.

De plus, Sonatrach a conclu en mai dernier un accord de 1,5 milliard de dollars avec

le groupe français Total pour la construction d'une usine pétrochimique à Arzew, rappelle OBG.

Cette unité devra produire 550 000 tonnes/an de polypropylène, avec une partie de la production qui pourra être exportée vers l'Europe, la Turquie et l'Afrique du Nord.

Abordant l'acquisition récente de la raffinerie d'Augusta (Italie), d'une capacité de traitement de 10 millions de tonnes/an, OBG souligne que cet achat, qui comprend aussi trois terminaux pétroliers situés à Augusta, Palerme et Naples, «représente la première acquisition de Sonatrach à l'étranger dans le domaine pétrochimique».

En outre, Sonatrach «se penche de plus en plus vers les possibilités offertes par les énergies renouvelables, voyant dans celles-ci en particulier un moyen de réduire les coûts associés à la production énergétique».

«Nous envisageons d'utiliser l'énergie solaire dans tous nos champs pétroliers et gaziers. Dans la mesure où chaque installation consomme jusqu'à 20% de la production, l'utilisation de l'énergie solaire pour alimenter les opérations est absolument nécessaire», a noté M. Ould Kaddour, ajoutant que d'ici à 2030, tous les champs fonctionneront à l'énergie solaire.

Modification de la loi sur les hydrocarbures pour attirer les investissements étrangers

«Si une hausse des investissements et des projets de diversification devraient soutenir la croissance dans le secteur de l'énergie, les autorités ont également évoqué des modifications à la législation actuelle dans le cadre d'une stratégie visant à attirer une plus grande participation des acteurs internationaux», souligne OBG.

«Les acteurs du secteur critiquent depuis longtemps la législation en vigueur, considérée comme dissuasive pour les acteurs internationaux désireux de s'installer dans le pays, affirmant que certaines mesures ne correspondent plus à la réalité des activités du secteur dans un contexte de prix de l'énergie plus bas».

Outre les changements fiscaux, les propositions de réforme du code des hydrocarbures comportent une simplification des procédures bureaucratiques et administratives pour les investissements, ce qui devrait «encourager encore davantage les activités dans les secteurs pétrolier et gazier».

R. E.

Transition énergétique

Des mesures réglementaires pour l'utilisation des énergies renouvelables

Les participants à la rencontre nationale sur la transition énergétique ont mis l'accent samedi à Alger sur l'importance de prendre des «mesures institutionnelles et réglementaires» pour promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et rationaliser la consommation énergétique au niveau des collectivités locales.

Organisée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif Rahal, sous le thème «Les collectivités locales au cœur de la transition énergé-

tique», la rencontre nationale a été sanctionnée par des recommandations portant sur la nécessité de prendre des «mesures institutionnelles et réglementaires» pour promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et rationaliser la consommation énergétique au niveau des collectivités locales. Il est prévu notamment la création d'une «commission intersectorielle sous la supervision du ministère de l'Intérieur qui aura pour mission la mise en place de cadres législatifs et financiers pour lever les obstacles en matière de promotion de l'exploitation des énergies renou-

velables et procéder à la révision des dispositions réglementaires relatives au Fonds national pour la maîtrise de l'énergie (Fnme)».

Il s'agit également de «définir et de mettre en valeur» les domaines d'activité des collectivités locales concernant la généralisation des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique outre la mise en place d'un programme d'investissement et la prise de mesures incitatives au profit des collectivités locales en encourageant la concurrence entre les collectivités dans ce sens. Les participants ont recommandé la

mise en place «d'un mécanisme» pour garantir la pérennité des systèmes et des équipements montés par les collectivités locales, encourager les moyens locaux de production et créer un climat adéquat aux PME au niveau local, avec la nécessité de garantir l'accompagnement et l'aide techniques.

Dans leurs recommandations, les participants ont mis l'accent sur la nécessité «de mettre en place un plan d'information», afin de sensibiliser quant à la nécessité de rationaliser la consommation énergétique, de développer les énergies renouvelables et de

protéger l'environnement. Lors de cette rencontre nationale, une convention a été signée entre le ministère de l'énergie et les présidents des Assemblées populaires communales (APC) de Chlef, Sétif et Médéa portant sur le financement commun des projets de remplacement des lampes d'éclairage public, afin de permettre aux collectivités locales de rationaliser l'utilisation de l'énergie, ainsi le Fnme financera ces projets à hauteur de 50%, tandis que les communes assureront les 50% restants.

Reda A.

Jordanie

Des manifestations contre la hausse des prix et impôts

Des manifestations se sont déclenchées dans la nuit de samedi à dimanche en Jordanie contre la hausse des prix et les impôts, poussant le roi Abdallah II à appeler le gouvernement et le Parlement à «mener un dialogue national global et raisonnable à propos du projet de loi sur l'impôt», ont rapporté des médias.



Quelque 3 000 personnes ont ainsi manifesté samedi soir près des bureaux du Premier ministre, Hani Mulqi, dans le centre de la capitale, selon les mêmes sources.

Des centaines de manifestants sont également descendus dans la rue dans les villes de Zarqa et Balqa (est), Maan, Karak (sud), Mafrqa, Irbid et Jerach (nord). Quelques heures auparavant, des négociations avaient échoué entre représentants des syndicats et M. Mulqi.

Le projet de loi fiscal a été présenté sur les recommandations du Fonds monétaire international (FMI). Il prévoit une augmentation d'au moins 5% des impôts pour les particuliers et impose désormais les personnes ayant un salaire annuel de 8 000 dinars (environ 9 700 euros). Les impôts des entreprises doivent eux augmenter de 20 à 40%.

Au Parlement, ce projet de loi est toutefois loin de faire l'unanimité.

Sur les 130 députés, 78 se sont dits opposés au texte qui,

selon eux, ne sert pas les intérêts économiques et sociaux des Jordaniens.

Une première grande manifestation organisée par les syndicats s'est tenue mercredi, puis après l'annonce de l'entrée en vigueur jeudi d'augmentations des prix du carburant et de l'électricité. Cette dernière mesure a finalement été gelée.

Le FMI a approuvé en 2016 une ligne de crédit de 723 millions de dollars sur trois ans pour le royaume. En contrepartie, Amman s'est engagé à mettre en place

des réformes structurelles et à réduire progressivement sa dette publique à 77% du PIB d'ici 2021, contre 94% en 2015.

Le roi Abdallah II a appelé samedi soir le gouvernement et le Parlement à «mener un dialogue national global et raisonnable à propos du projet de loi sur l'impôt», estimant «injuste que le citoyen paie seul les conséquences des réformes fiscales».

Le président du Sénat Fayçal al-Fayez a appelé à une «réunion de consultation» ce dimanche.

H. L.

Pologne

Exercice militaire multinational piloté par l'armée américaine

Quelque 18 000 soldats de 19 pays, principalement membres de l'Otan, participeront à l'exercice Saber Strike qui commence dimanche en Pologne et dans les pays baltes, piloté par l'armée américaine, selon les médias.

Ce déploiement, un des plus importants en Europe pour les forces américaines depuis la fin de la Guerre froide, intervient sur fond de tensions avec la Russie.

La huitième édition de cet exercice annuel, qui se déroulera du 3 au 15 juin, coïncide avec l'information parue la semaine dernière en Pologne selon laquelle ce pays envisagerait de participer au financement de la présence accrue des forces armées américaines sur son sol.

Pawel Soloch, chef du Bureau de sécurité nationale à la présidence polonaise, a indiqué qu'un «document d'information» rédigé au ministère de la Défense évoquait la somme de 1,5 et 2 milliards de dollars (1,2 à 1,7 milliards d'euros) que son pays pourrait dépenser pour participer aux frais de stationnement d'une unité blindée américaine.

L'annonce a suscité une réaction immédiate de Moscou estimant qu'un tel déploiement «ne bénéficie en aucune façon à la sécurité et à la stabilité sur le continent». Les Etats-Unis commandent un bataillon multinational de l'Otan en Pologne alors que le Canada, la Grande-Bretagne et l'Allemagne restent à la tête des bataillons similaires déployés dans les pays baltes voisins, en Lituanie, Lettonie et Estonie où les manoeuvres Saber Strike (Coup de sabre) doivent se tenir également.

Bilal L.

Cachemire

Des affrontements mettent fin à la courte trêve entre Inde et Pakistan

Deux soldats indiens ont été tués dimanche au cours d'échanges de tirs au Cachemire, à la frontière indo-pakistanaise, selon les autorités indiennes, mettant un terme à une courte trêve entre les deux pays. Sept civils ont également été blessés dans ces affrontements.

Les forces de sécurité indiennes ont indiqué avoir riposté aux tirs de gardes frontières pakistanais de la ville de Sialkot (nord-est) qui avaient débuté tôt hier matin dans cette

région disputée par l'Inde et le Pakistan.

«Les soldats blessés ont immédiatement été évacués dans un hôpital militaire où ils ont succombé à leurs blessures», a précisé à l'AFP, Manoj Yadav, porte-parole des gardes frontières indiens, depuis Jammu (nord-est).

Les autorités pakistanaises n'ont pas commenté les affirmations de l'armée indienne.

Ces affrontements interviennent quatre jours seulement après que

les armées de l'Inde et du Pakistan ont promis de respecter le cessez-le-feu de 2003 au Cachemire, où les accrochages se multiplient à la frontière entre les deux pays et la violence atteint des niveaux plus vus depuis quinze ans. Islamabad et Delhi recensent plus de 200 morts et plus de 1 000 blessés depuis 2015 le long de la Ligne de contrôle (LOC), frontière de 740 km séparant l'Azad Cachemire (Pakistan) du Jammu-et-Cachemire (Inde).

D'après les autorités pakista-

naises, les tirs et bombardements venant d'Inde, qui ont repris de plus belle à la mi-2016, ont fait 21 morts et 128 blessés depuis le 1er janvier. Selon Delhi, ceux en provenance du Pakistan ont fait 43 morts côté indien, dont 25 civils, cette année.

Le plateau himalayen du Cachemire à la population majoritairement musulmane est de facto divisé entre l'Inde et le Pakistan. Depuis la Partition des Indes en 1947, New Delhi et Islamabad s'en disputent le contrôle.

L'insurrection séparatiste, qui déstabilise le Cachemire indien depuis la fin des années 1980, a fait des dizaines de milliers de morts. New Delhi accuse régulièrement Islamabad d'attiser ce mouvement, ce que le Pakistan dément. Quelque 500 000 soldats indiens seraient mobilisés au Cachemire, contre 50 à 100 000 militaires pakistanais, selon des experts, Islamabad et Delhi refusant de communiquer leurs effectifs.

AFP

Au large de la Tunisie

Onze cadavres de migrants repêchés

Onze cadavres ont été repêchés et 67 migrants ont été secourus au large du sud de la Tunisie, a annoncé hier le ministère de l'Intérieur.

Dans la nuit de samedi à dimanche, une embarcation de migrants était «sur le point de couler» au large des côtes du gouvernorat de Sfax, a indiqué le ministère dans un com-

munié, qui précisé que «67 d'entre eux avaient été secourus, des Tunisiens et des étrangers, et 11 corps repêchés selon un premier bilan». «Les garde-côtes et la marine poursuivent leurs recherches avec le soutien d'un avion militaire», d'après ce texte. Le ministère fait état d'un «appel à l'aide le 2 juin à 22h45 locales (21h45 GMT) à propos d'un

bateau de pêche sur le point de couler au large de Kerkennah (sud) avec des migrants à bord».

«Des unités de la garde maritime à Sfax et de la marine nationale se sont rendues auprès de l'embarcation qui se trouvait à 5 milles nautiques de l'île de Kerkennah et à 16 milles nautiques de la ville de Sfax», selon le

ministère de l'Intérieur.

Des Tunisiens tentent régulièrement de traverser la Méditerranée, en direction de l'Italie, à la recherche d'un meilleur avenir.

Selon des ONG, cela traduit un mal-être persistant chez les jeunes, très touchés par le chômage.

AFP

Tizi-Ouzou

72 km de réseau de fibre optique posés depuis début le début de l'année

Un total de 72 km de fibre optique a été posé à Tizi-Ouzou, depuis le début de l'année en cours, ce qui porte la pause de la boucle dans la wilaya à 1.440 km, a déclaré samedi le directeur local d'Algérie Télécom.



"Selon un bilan arrêté au 15 mai écoulé, ces 72 km de réseau de transport de la fibre optique ont permis de desservir plusieurs localités, dont sept chefs-lieux de communes, a savoir : Idjeur, Beni Zekki Illoula Oumalou, Timizart, Ait Yahia Moussa, Ait Yahia et Agouni Gueghrane", a indiqué à l'APS, Amar Ada.

Avec ces projets et le raccordement de la commune de Tirmatine --inscrits dans le cadre du plan d'action 2018-- le taux de raccordement des chefs-lieux des communes de la wilaya dépassera les 91%, a-t-il affirmé.

"Avec ces réalisations, tous les équipements qui sont au niveau des chefs-lieux des communes fonctionneront sur des supports de fibre optique, ce qui assurera une meilleure qualité de service et une sécurisation du trafic. Cela nous permettra également de faire des projections pour le raccordement des villages", a indiqué le responsable.

Concernant le réseau d'accès (liaison entre le

réseau de transport et l'équipement), la direction de Tizi-Ouzou d'Algérie télécom a déployé 29 équipements (toute technologie confondue à savoir MSAN, Idoom fibre et 4G LTE) pour une capacité totale de 11.632 accès, dont 6 030 accès à la 4G qui s'ajoutent au 8.040 accès mis en service en 2017, selon le même bilan.

S'agissant du réseau de distribution, qui permet de connecter le client à l'équipement, quelque 18 accès (entre extensions et nouveaux réseaux) ont été réalisés pour une capacité de 1.876 paires, a ajouté M. Ada.

Afin d'offrir une meilleure qualité de service à ses clients, la direction locale d'Algérie Télécom a aussi lancé un programme de modernisation, d'assainissement et d'adaptation des équipements aux nouvelles technologies qui offrent un débit de 20 mégas pour Idoom ADSL et de très haut débit allant jusqu'à 100 mégas pour Idoom fibre, a-t-il ajouté.

Dans le cadre de ces travaux d'assainissement,

18 projets ont été lancés pour la prise en charge de 7.840 paires, a-t-il souligné.

Ces projets lancés par Algérie Télécom qui a déployé en 2017 plus de 91 km de fibre optique au profit de plusieurs localités, dont Iboudrane, Yattafene, Ath Yenni en passant par Tassaft, Frikat, Bounouh et Ath Mendes, "vise à offrir un meilleur débit aux clients et à couvrir les zones blanches", a rappelé le responsable.

En plus de ce volet technique, Algérie Télécom a également lancé des travaux d'aménagement pour la mise en place de sa nouvelle charte graphique, de plusieurs agences commerciales (Actel) dont celles du centre-ville et de la nouvelle-ville de Tizi-Ouzou, des communes de Draa Ben Khedda, de Larbaa n'Ath Irathen et de Boghni en plus de celle d'Azazga dont les travaux démarreront incessamment, a-t-il ajouté.

"Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration constante des conditions d'accueil

des clients et de travail pour les employés", a-t-il souligné, rassurant les citoyens de Tizi-Ouzou, que les efforts se poursuivent pour "intensifier le déploiement des équipements afin d'atteindre une couverture maximale de la wilaya en matière d'internet et de la téléphonie".

La bande passante de Tizi-Ouzou a été sensiblement augmentée pour contenir aisément le trafic de la wilaya et garantir une bonne fluidité du réseau s'agissant des zones qui fonctionnent encore avec la technologie classique, elles seront prises en charge dans le cadre du programme de modernisation qui touche toute la wilaya, a-t-il dit.

"Nous rassurons les citoyens quant à notre engagement à hisser la wilaya de Tizi-Ouzou à un niveau qui doit être le sien en matière de développement des technologies de l'information et de la communication. Notre objectif étant un accès internet et une ligne téléphonique pour chaque foyer", a-t-il insisté.

Reda A.

Tlemcen

Un budget pour le dragage du port de Ghazaouet

Une enveloppe de 2,4 milliards DA a été proposée pour le dragage du port commercial et de pêche de Ghazaouet, a-t-on appris de la direction des travaux publics de la wilaya de Tlemcen.

Cette opération, dont l'étude a été achevée, est en voie d'approbation par la tutelle, a-t-on indiqué de même source, soulignant que l'opération, une fois achevée, permettra à ce port d'accueillir les bateaux de grands tonnages et de réduire sensiblement les périodes de mise en rade, payées en devises fortes.

Les travaux s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'entretien des ports de commerce et de pêche de la wilaya devant permettre aux navires et aux bateaux de pêche de tirer profit d'une meilleure exploitation de ces infrastructures portuaires, de faciliter et d'améliorer le trafic, a-t-on encore ajouté.

Le port de Ghazaouet compte parmi les dix plus grands du pays en termes d'activités économiques. Desservant plusieurs wilayas de l'Ouest du pays, il dispose d'équipements modernes pour le traitement et le transit des marchandises et de conteneurs, ce qui a permis de réduire le temps d'immobilisation des navires à quai.

Avec la prochaine réception du port de pêche de "Sidna Youchâa", le port de Ghazaouet se consacrera exclusivement à l'activité commerciale, d'où l'importance et l'intérêt de cette action de dragage.

Enfin, une autre opération de dragage du port de pêche et de plaisance de Marsa Ben M'hidi est prévue par la direction des Travaux publics de la wilaya.

Bilal L.

Saison estivale à Oran

Prochaine ouverture de neuf centres de vacances et de loisirs

Neuf centres de vacances et de loisirs seront ouverts à Oran pour accueillir dans les meilleures conditions des enfants durant la saison estivale, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la jeunesse et des sports.

Ces centres ont fait l'objet d'une inspection effectuée par une commission de wilaya, composée de représentants de différentes directions locales pour s'enquérir de la situation de ces espaces appelés à accueillir un grand nombre d'enfants venus des wilayas du pays, a souligné le chef du service animation des jeunes.

Cette visite a permis à la commission de wilaya de formuler des réserves concernant la réhabilitation des centres de vacances et de loisirs, disséminés à travers les plages de l'Ouest et de l'Est d'Oran, a précisé Cherdoudi Hadj.

Deux autres visites ont été programmées avant l'ouverture officielle de la saison estivale. Elles permettront de s'assurer si toutes les dispositions ont été prises pour permettre aux enfants de passer d'agréables séjours en bord de mer. Il s'agit de s'intéresser, entre autres, aux conditions d'hébergement, à la restauration, à l'hygiène et à la sécurité des petits vacanciers.

Durant la saison estivale écoulée, les centres de loisirs et de vacances d'Oran ont accueilli quelque 7.180 enfants.

Par ailleurs, au titre de la préparation de la saison estivale, la DJS a élaboré un programme d'activités culturelles, des soirées artistiques, des tournois sportifs pour l'animation des communes côtières et créer une ambiance festive aux estivants et touristes sur les plages oranaises.

R. O.

Mascara

Réorganisation des services des urgences aux hôpitaux

Une opération de réorganisation des services des urgences médico-chirurgicales de différents hôpitaux de la wilaya de Mascara a été lancée dans le cadre de l'amélioration des prestations sanitaires au profit des citoyens, a-t-on appris samedi du directeur de la santé et de la population, Lamri Mohamed.

La restructuration des services des urgences médico-chirurgicales dans la wilaya a été lancée,

commençant par le service des urgences de l'hôpital "Meslem Tayeb" de Mascara, adopté comme hôpital de référence fournissant des prestations sanitaires complémentaires aux malades en collaboration avec sept autres hôpitaux de la wilaya, a-t-il indiqué.

Dans ce cadre, les urgences pédiatriques spécialisées ont été transférées à un service spécialisé englobant deux pavillons indépendants, pour les

urgences médicales et l'autre pour les urgences chirurgicales. Leur siège a été transféré à la nouvelle clinique mère-enfant et doté d'équipement médical et de logistique nécessaires.

Les brûlés sont pris en charge dans un pavillon de traitement de brûlures au service des urgences médico-chirurgicales disposant de 10 lits, six pour adultes et quatre pour enfants, a ajouté le directeur de la santé et de la population, faisant savoir

que l'opération de restructuration des urgences médico-chirurgicales de l'hôpital "Meslem Tayeb" sera suivie par des opérations d'aménagement similaires aux autres hôpitaux de la wilaya.

A noter que deux nouveaux sièges des urgences à Mascara et Sig et un service des urgences spécialisées, dans l'établissement spécialisé de traumatologie et de chirurgie orthopédique à Bouhanifia,

seront réceptionnés fin 2018, a-t-on annoncé. Selon le directeur de la santé et de la population de la wilaya de Mascara, une unité spécialisée en neurochirurgie et une autre de soins intensifs seront ouvertes après le mois du ramadhan à l'hôpital "Yessaad Khaled" de Mascara dont le service de cardiologie sera doté de techniques nouvelles pour le traitement de l'infarctus du myocarde.

Reda A.



Tébessa

Affluence au marché de solidarité en raison de ses prix compétitifs



Le marché de solidarité de proximité, initié au chef-lieu de la wilaya de Tébessa par la direction locale du Commerce au début du mois sacré de Ramadhan, enregistre une affluence des citoyens en quête de produits de consommation divers en raison des prix compétitifs pratiqués.

Une vingtaine de commerçants y proposent différents produits comme les fruits et légumes, les viandes, le lait et ses dérivés, la semoule et des boissons à des prix très attractifs, en adéquation avec le pouvoir d'achat des citoyens qui se plaignent de la hausse des prix en dehors de ce marché de solidarité.

Plusieurs commerçants ont affirmé, à ce propos à l'APS, que «les prix qu'ils proposent aux citoyens sont inférieurs de 10 à 30% de ceux proposés sur d'autres marchés», imputant cette remise au fait que les produits de consommation vendus sont de première main, n'ayant pas nécessité le recours à un intermédiaire».

Ils ont souligné également que «cette solidarité commerciale est placée

sous le signe de la vente des produits directement du producteur au consommateur».

Ainsi, de nombreux citoyens viennent faire leurs courses dans ce marché, à l'instar de Azzeddine, un citoyen rencontré sur les lieux et qui confie «venir en ce lieu tous les jours pour acheter les produits dont il a besoin, surtout après avoir remarqué la différence des prix et la qualité de service proposées.»

Quant à Seif Allah, il vient «tous les deux jours de la commune de Boulehaf Edir faire ses courses au marché de solidarité», souhaitant que cette initiative soit généralisée dans toutes les communes de la wilaya afin que le citoyen à la bourse modeste puisse bénéficier des avantages de ce genre de marchés.

De son côté, Mme Dalila, a loué les prix des viandes blanche et rouge proposés dans ce marché, lesquels sont «très demandés par les consommateurs pendant le mois de Ramadhan», indiquant qu'elle y vient le matin pour se procurer la quantité dont elle a besoin «avant que la marchandise ne s'épuise, en raison de ses prix raisonnables.»

Mme Nacera souhaite, pour sa part, que cette initiative ne se limite pas seulement au mois de Ramadhan, mais qu'elle se poursuive tout au long de l'année afin de permettre au citoyen à faible revenus d'acheter les produits de consommation à des prix accessibles en

fonction de son pouvoir d'achat».

Dans une déclaration à l'APS, Ahmed Ziani, directeur du Commerce de la wilaya a précisé que ce marché de solidarité vise à alléger le fardeau généré par la cherté des prix pour le citoyen, surtout pendant le mois sacré de Ramadhan», considérant cette initiative comme «une opportunité pour les producteurs locaux de faire connaître et promouvoir leurs produits en sus de gagner la confiance des citoyens».

Le responsable a également fait savoir que la mise en place de ces marchés est subordonnée à certaines conditions liées à l'aménagement de l'espace et à la disponibilité des conditions de conservation et de protection des consommateurs, rappelant que trois marchés commerciaux ont été ouverts durant ce mois sacré dans les communes de Tébessa, Chrea et Hamamet. Il a assuré, en ce sens, que les services de la direction du Commerce œuvrent à augmenter le nombre de ces marchés au cours des prochaines années. Pour rappel, 35 brigades de contrôle de la pratique commerciale ont été mobilisées pendant ce mois sacré à travers divers marchés et espaces commerciaux, en vue de procéder au contrôle de la qualité et lutter contre la fraude pour protéger le consommateur et réguler le marché.

R. K.

Mostaganem

Elaboration prochaine de plans d'aménagement touristique

Les plans d'aménagement de six nouvelles zones d'expansion touristique (ZET) seront prochainement élaborés dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris samedi de la direction de wilaya du Tourisme et de l'Artisanat.

«L'élaboration des plans d'aménagement touristique des zones de Cap Ivy (Benabdelmalek Ramdane), de Ouréah et Sablettes (Mazaghran), d'El Mactaa (Fornaka), de Kef Lasfar (Sidi Lakhdar), de Sidi Abdelkader (Achaacha) et du Bas Chelliff (Mostaganem) est en voie d'achèvement et en phase de constitution des dossiers pour les soumettre au ministère de tutelle pour approbation», a indiqué à l'APS la cheffe du service tou-

risme, Benguendouz Soria.

Il est prévu dans ces zones, la réalisation de plus de 60 projets d'investissement ayant obtenu l'accord de principe dont 4 projets touristiques intégrés avec l'activité aquacole des zones «Chelliff», «Rocher» et «El Mactaa». Ces projets prévoient des hôtels, des bungalows, des centres de thalassothérapie et des parcs aquatiques générant plus de 6.300 emplois et d'une capacité globale de 18.000 lits, a fait savoir la responsable.

Les travaux de réalisation de 42 projets touristiques totalisant une capacité d'accueil de 7.600 lits sont en cours dans la wilaya de Mostaganem. Cinq projets ont été réceptionnés dernièrement à la

ZET de Sablettes, au parc d'attraction «Mosta land» et à la zone de Cap Ivy.

Ces projets devront contribuer, une fois mis en service, à augmenter la capacité d'accueil au niveau de la wilaya de 3.100 lits à 5.800 lits et offrir plus de 1.200 postes permanents. Mme Benguendouz a indiqué que trois autres ZET sont actuellement à l'étude. Ces zones se situent à Bahara dans la commune de Ouled Boughalem, la zone rocheuse de la commune de Benabdelmalek Ramdane, Kef Kadous dans la commune de Achaacha. Pour rappel, la wilaya de Mostaganem compte 16 ZET d'une superficie globale de plus de 4.000 hectares.

R. T.

El Tarf

Des éco-gardes pour la protection du parc national d'El Kala

Des éco-gardes, des jeunes adeptes des balades en forêt et défenseurs de la nature, seront recrutés «prochainement» dans une expérience pilote visant la protection des espaces naturels relevant du parc national d'El Kala (PNEK), dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué samedi le directeur local du PNEK.

S'inscrivant dans le cadre des actions entreprises par le PNEK et les services locaux de l'environnement, au titre du programme «gouvernance environnementale et biodiversité (GENBI)», cette opération pilote vise à sensibiliser et informer les estivants fréquentant ces sites naturels sur les bienfaits et l'intérêt de préserver les écosystèmes et la biodiversité du PNEK, a précisé Moncef Bendjedid.

Les éco-gardes qui bénéficieront d'une formation, en rapport avec la mission qui leur est dévolue, sont appelés, a ajouté la même source, à effectuer, à partir de juillet et août prochains, des missions de terrain parmi lesquelles la sensibilisation au maximum des personnes au respect de la faune et la flore et plus largement à l'environnement de l'espace naturel et du littoral.

En plus d'apporter des informations d'orientation et communication avec les estivants, les éco-gardes, qui agissent comme «des relais entre les différents acteurs de l'environnement», sont appelés à sensibiliser le grand public aux enjeux de protection du territoire protégé, de la conduite à tenir, ainsi qu'à la gestion du déchet et des gestes respectueux de l'environnement, a-t-on expliqué.

Ces éco-gardes ou gardes-nature, investis d'une vraie mission de service public, s'attelleront, a-t-on également soutenu, à concrétiser leurs missions en collaboration avec les différents partenaires et acteurs locaux concernés, les services communaux, les associations dédiées à la protection de la nature notamment, en vue de protéger au maximum les sites naturels situés notamment aux abords de la pinède de Tonga et des plages El Aouinet et la vieille Calle.

Véritable Eden, le PNEK d'El Kala, qui s'étale sur neuf (9) communes, est réputé notamment pour son magnifique complexe de zones humides, unique en son genre dans le bassin méditerranéen, incitant à davantage d'efforts pour assurer sa pérennité et son développement durable.

M. T.

Naama

Baisse prévisionnelle de la production d'abricots

Une baisse de la production d'abricots à 10.000 quintaux est prévue pour la saison en cours à Naama, a-t-on appris de la direction des services agricoles de la wilaya (DSA).

Les premières données statistiques en début de campagne de récolte de cette saison entamée il y a quelques jours, font état d'une baisse de la production par rapport à celle réalisée durant la saison écoulée, et qui avait atteint plus de 14.000 quintaux, a-t-on indiqué de même source.

Cette baisse de production est due à la vague de chaleur qu'a connue la région et qui a influé négativement sur le niveau de remplissage des puits pour l'irrigation de certaines exploitations agricoles, notamment au niveau des communes de «Djenine Bourzeg», «Tiout» et «Moghrrar» au sud de la wilaya, a précisé la DSA.

Aussi, la période du verglas et la vague de froid, qui ont sévi durant la saison d'hiver et au printemps, n'ont pas permis de produire certaines variétés d'abricots cette année comme celle «La bolida», a-t-on ajouté. Ces facteurs ont influé également sur le rendement à l'hectare, qui a atteint cette année 45 qx/ha contre 60 qx durant la saison 2016-2017, dans la même superficie cultivée d'abricots de la wilaya et qui avoisine les 218 hectares, a-t-on noté de même source.

La campagne de récolte d'abricots a démarré dans de bonnes conditions il y a quelques jours dans la région sud-ouest de la wilaya, à l'exception du manque de main d'œuvre enregistré pour la récolte, qui a coïncidé cette année avec le mois de Ramadhan, ce qui préoccupe les producteurs, surtout que l'abricot est un fruit sensible et facilement périssable, a-t-on souligné aux services agricoles de la wilaya.

K. Y.

CONFLITS ▶▶

Syrie

Les pourparlers sont liés au retrait américain d'une zone frontalière

Le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, a lié samedi la participation de Damas à des négociations sur le sort du sud du pays, contrôlé en partie par la rébellion, au retrait américain d'une autre région située à la frontière irako-jordanienne.



Depuis plusieurs semaines, l'armée syrienne envoie des troupes en renfort dans le sud du pays en vue d'une éventuelle opération militaire visant à déloger les factions rebelles.

Ces dernières contrôlent environ 70% des provinces méridionales de Deraa et de Qouneitra, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) maintient lui une présence limitée dans le sud-ouest de Deraa.

Lundi, la Russie, alliée de Damas, a appelé les Etats-Unis et

la Jordanie - avec lesquels un accord de cessez-le feu dans cette région avait déjà été conclu en juillet 2017 - à une réunion tripartite pour discuter d'un éventuel règlement négocié. Moscou a également évoqué le sujet avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

«Ne croyez pas tous les discours faisant état d'un accord sur le Sud tant que les Etats-Unis n'ont pas retiré leurs forces de la base d'Al-Tanaf», a affirmé le chef de la diplomatie syrienne.

La coalition internationale dirigée par Washington utilise

cette base pour mener ses opérations contre l'EI. Elle y avait aussi entraîné des rebelles syriens. Ces derniers mois, plusieurs affrontements ont eu lieu dans la zone entre les forces de la coalition stationnées à Al-Tanaf et les troupes prorégime.

Selon M. Mouallem, le régime, qui contrôle plus de 60% du territoire syrien, favorisera le règlement du sort du Sud par des «accords de réconciliation». «On agira le moment venu si cette voie ne s'avère pas concluante», a-t-il ajouté.

Moscou a déjà supervisé plusieurs accords dits de «réconci-

liation» dans différentes zones rebelles en Syrie, ayant subi des offensives d'envergure ou ayant été menacées d'opérations militaires, en vertu desquels les rebelles étaient désarmés et certains d'entre eux, ainsi que des civils, évacués.

Déclenché en 2011 par la répression de manifestations pacifiques par le régime, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé.

Il a fait plus de 350 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

Le ministre syrien des Affaires étrangères a aussi critiqué une feuille de route américano-turque pour la «sécurité et la stabilité» dans la ville de Minbej, dans le nord de la Syrie, qui est contrôlée par les Kurdes.

Cet accord entre Ankara et Washington est intervenu après que les forces turques se sont emparées de l'enclave kurde d'Afrine dans le nord-ouest de la Syrie en mars.

«Pas seulement à Minbej, mais aussi à Afrine et sur chaque centimètre du territoire syrien, nous considérons que la Turquie est un agresseur», a souligné M. Mouallem.

«Ni les Etats-Unis ni la Turquie n'ont le droit de négocier sur une ville syrienne», a-t-il poursuivi.

AFP

Palestine

Raids israéliens sur la bande de Ghaza

Des raids de l'armée d'occupation israélienne ont été menés samedi soir sur 12 positions du mouvement de résistance palestinien Hamas à Rafah et Khan Younés dans le sud et l'est de la Bande de Ghaza, ont rapporté dimanche des médias.

Lors d'une première série de frappes aériennes, des avions de combat ont frappé dix positions du Hamas dans la bande de Ghaza, ont indiqué les médias.

Quelques heures, un avion a tiré sur cinq autres positions du Hamas dans le nord de la bande de Ghaza, a-t-on ajouté.

Des sources palestiniennes n'ont pas fait état immédiatement de victimes après ces raids aériens.

Ghaza est le théâtre d'une escalade israélienne depuis le 30 mars, lorsque les Palestiniens ont décidé d'organiser chaque vendredi «La marche du retour» - fortement réprimée par les forces d'occupation israéliennes - en commémoration de la Nekba de 1948, lorsque les Palestiniens ont été chassés de leurs terres.

Au total, 123 Palestiniens ont été tués et des milliers d'autre blessés depuis le premier vendredi de protestation palestinienne, selon des sources médicales.

Reda A.

Yémen

Plus de 100 morts dans la bataille pour le port de Hodeida

La bataille pour la reprise par les forces progouvernementales du port de Hodeida au Yémen tenu par les rebelles, a coûté la vie à plus de 100 combattants en moins d'une semaine, ont indiqué samedi des sources médicales et militaires.

Les troupes fidèles au président yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, appuyées par une coalition militaire commandée par l'Arabie saoudite, avaient avancé il y a quelques jours à une vingtaine de km de la ville de Hodeida

(ouest) d'où elles cherchent à chasser les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran.

Hodeida, sur la mer Rouge, est le principal point d'entrée des importations et de l'aide humanitaire au Yémen, pays pauvre et en guerre depuis 2015. La coalition affirme elle que Hodeida est aussi un point de départ pour des attaques rebelles contre des navires et le lieu par lequel l'Iran livrerait des armes aux Houthis, ce que Téhéran dément.

L'offensive est appuyée par

l'aviation de la coalition et son centre de commandement est piloté au sol par les forces des Emirats arabes unis, membres de cette coalition. Les hôpitaux dans la région d'Aden (sud), où est basé le pouvoir yéménite, ont indiqué avoir reçu 52 dépouilles, dont celles de 20 soldats, entre vendredi et samedi, ce qui porte le bilan des combats à 110 morts depuis le début de l'offensive lundi. Le reste des dépouilles semblent être celles de rebelles, ont-ils précisé. Selon une source militaire progouvernementale, les rebelles ont tendu une

embuscade samedi à un convoi militaire dans la localité d'al-Dourayhmi dans le gouvernorat de Hodeida, situé à 230 km à l'ouest de la capitale Sanaa.

C'est la prise totale de Sanaa par les rebelles début 2015 et de vastes pans du territoire yéménite qui a poussé l'Arabie Saoudite voisine à intervenir à la tête d'une coalition militaire pour stopper la progression des Houthis et par extension l'influence de son rival iranien. L'ONU a dit craindre que

l'opération militaire en cours n'affecte l'acheminement de l'aide humanitaire, dont 70% arrive au Yémen par le port de Hodeida, alors même que certaines régions du Yémen sont au bord de la famine.

En novembre 2017, après le tir d'un missile balistique rebelle vers Ryad, la coalition avait instauré un blocus total du port de Hodeida, avant de l'assouplir sous la pression internationale.

La guerre au Yémen a fait quelque 10 000 morts. **AFP**

Pour appartenance à Daech en Irak

La Française Mélina Boughedir condamnée à la perpétuité

La Française Mélina Boughedir a été condamnée hier par un tribunal irakien à la prison à perpétuité pour appartenance au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), ont rapporté les médias.

La jeune femme de 27 ans, mère de quatre enfants, dont trois ont déjà été rapatriés en France, avait été déclarée libérable à l'issue d'un premier procès tenu en février sous l'accusation «d'entrée illégale» en Irak. Elle a finalement été reconnue coupable dimanche, à l'issue d'un nouveau procès,

cette fois-ci au regard de la loi antiterroriste, qui prévoit jusqu'à la peine capitale.

«Je suis innocente», a-t-elle lancé au juge, tandis qu'un traducteur l'assistait. «Mon mari m'a dupée et ensuite il a menacé de partir avec les enfants», a-t-elle plaidé.

En avril déjà, la même Cour centrale pénale de Baghdad avait condamné à la perpétuité une autre Française, Djamilia Boutoutaou, 29 ans, qui avait affirmé avoir été elle aussi dupée par son mari.

Jeudi dernier, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian,

avait décrit Mme Boughedir comme une «terroriste de Daech qui a combattu contre l'Irak». Il avait appelé ce pays à la juger, tout en réitérant son refus de la peine de mort.

La famille et la défense de Mme Boughedir plaident, eux, pour qu'elle rentre en France où «un juge d'instruction a signifié par un mandat d'arrêt qu'il souhaitait la voir dans son bureau», selon son avocat, Me Bourdon, qui a fait le déplacement à Baghdad.

En France, la jeune femme est visée par un mandat de recherche délivré dans le

cadre d'une information judiciaire ouverte à Paris le 2 août 2016, pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle», selon une source judiciaire.

Elle a été arrêtée durant l'été 2017 à Mossoul (nord) de l'Irak, ancien fief de Daech, alors que son mari, lui aussi français, passe pour mort. Quelques dizaines de Français soupçonnés d'avoir rejoint l'EI sont actuellement retenus en Irak et en Syrie avec plusieurs dizaines de mineurs, d'après une source proche du dossier.

R. D.

Manifestation réprimée au Mali

L'opposition s'indigne, l'ONU "préoccupée"

L'opposition au Mali a réclamé la démission du Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga après la répression samedi d'une manifestation, interdite, qui a fait selon elle une trentaine de blessés, à deux mois de l'élection présidentielle.



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré "suivre avec préoccupation l'évolution de la situation au Mali", où il vient d'effectuer une visite les 29 et 30 mai, et "les violents affrontements déclenchés par la tenue de manifestations de l'opposition dans la capitale Bamako", selon un communiqué publié dans la soirée.

"Sur une douzaine de sites, les manifestants aux mains nues ont été attaqués à coups de grenades lacrymogène et de gourdins", a dénoncé dans un communiqué le cabinet du chef de l'opposition, Soumaïla Cissé, candidat à la présidentielle prévue le 29 juillet.

"Le siège de l'ADP (Alliance Démocratique pour la Paix) a été violé par les forces spéciales de la police, qui y ont jeté des grenades. Les services de sécurité du Premier ministre ont tiré à balles réelles sur des manifestants regroupés" devant le siège de ce parti où s'étaient réunis

des dirigeants de l'opposition, selon le communiqué.

L'opposition assure qu'"une trentaine de blessés ont été admis" au centre hospitalier universitaire de Bamako. "Trois responsables de l'opposition ont été violemment frappés sur la tête avec des gourdins et des matraques". Deux personnes, dont le politologue et opposant Etienne Fabaka Sissoko, "étaient dans le coma", selon la même source.

"L'intention du gouvernement était claire: terroriser l'opposition et toutes les forces démocratiques", poursuit l'opposition, qui "exige la démission du Premier ministre". Ses dirigeants doivent s'exprimer lors d'une conférence de presse dimanche à 10H00 (GMT et locales) et ont déjà appelé à une nouvelle manifestation vendredi 8 juin.

M. Guterres a appelé "toutes les parties au calme et à la retenue" exhorté "les acteurs politiques et de la société civile à privilégier le dialogue pour maintenir un environnement propice à

la tenue d'élections crédibles et transparentes", selon le communiqué de l'ONU.

Malgré l'état d'urgence

La Coalition pour l'Alternance et le Changement avait maintenu son mot d'ordre de rassemblement malgré l'interdiction décrétée par le gouverneur de Bamako en vertu de "l'état d'urgence toujours en vigueur". En milieu de journée, une source hospitalière avait fait état "d'au moins 12 blessés, dont un policier".

Dès le début de la matinée, la police était intervenue à coups de matraques et de gaz lacrymogène à plusieurs endroits de Bamako, ont constaté des correspondants de l'AFP, qui ont vu plusieurs blessés étendus au sol.

Le ministère de la Sécurité a justifié l'intervention des forces de l'ordre par la volonté "d'empêcher tout attroupement de nature à troubler l'ordre public".

"Les maîtres mots pour les forces de l'ordre restent professionnalisme, courtoisie et ferme-

té", avait-il indiqué dans un communiqué, en dénonçant les manifestants qui ont "blessé un policier à la tête" mais sans évoquer de blessés parmi les manifestants.

Le secrétaire général de l'ONU "déploie l'interdiction par le gouvernement de la tenue de manifestations des partis de l'opposition", a dit son porte-parole adjoint, Farhan Haq, cité dans le communiqué.

Il "appelle également le gouvernement malien à assurer la protection des droits de l'homme fondamentaux et la liberté d'expression et de manifester pacifiquement, y compris dans le cadre de l'état d'urgence actuellement en vigueur", a-t-il ajouté.

L'opposition réclame des élections transparentes et un "égal accès à l'ORTM", la radio-télévision publique.

Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, 73 ans, a annoncé le 28 mai officiellement sa candidature à un second mandat. Il retrouvera sur sa route une quinzaine d'adversaires.

AFP

Mozambique Huit membres du groupe armé Al-Shabab éliminés

■ Huit membres du groupe armé "Al-Shabab" ont été éliminés par les Forces de défense et de sécurité (FDS) du Mozambique dans le district de Palma, de la province du Cabo Delgado, dans l'extrême nord du pays, ont annoncé samedi des sources sécuritaires. Les huit terroristes étaient membres du groupe "Al-Shabab", qui a lancé des attaques sporadiques contre la police et les civils depuis octobre dernier, semant la terreur et provoquant le déplacement des habitants dans plusieurs districts de la province du Cabo Delgado. "Sur le site où les huit membres du groupe ont été tués, un fusil AK47 et des machettes qu'ils utilisaient pour décapiter les gens ont été retrouvés", a déclaré un membre des FDS.

R. A.

Tunisie Le déficit énergétique en hausse

■ Le déficit énergétique de la Tunisie sur les quatre premiers mois de l'année 2018 a atteint 1.473 millions de dinars tunisiens (environ 574,5 millions de dollars), soit une hausse de 36% par rapport à la même période de l'année 2017, a annoncé samedi le ministère de l'Energie et des mines.

Alors que les exportations énergétiques ont augmenté de 26%, ses importations ont également progressé à hauteur de 32%.

Selon le ministère, l'autonomie énergétique de la Tunisie a baissé, passant de 59% à fin avril 2017 à 54% à fin avril 2018.

La demande sur les produits pétroliers a, par ailleurs, baissé de 4% sur les quatre premiers mois de l'année en cours. Par contre, la demande en gaz naturel a cru de

8% à cause de la forte demande en électricité, et 66% des demandes en gaz naturel sont orientés vers l'électricité en Tunisie.

Parmi les facteurs ayant influencé la facture énergétique de la Tunisie figurent les cours mondiaux du pétrole dont un baril vaut 71,8 dollars américains à fin avril dernier contre 53,5 dollars américains en avril 2017.

Jusqu'à fin avril dernier, la production tunisienne quotidienne a baissé de 10% par rapport à celle au mois d'avril 2017, atteignant à quelques 39 800 barils de pétrole brut.

Du côté de la production de gaz naturel, les différentes unités de production à travers le pays ont pu assurer 5,9 millions mètres cubes quotidiennement.

Reda A.

Madagascar

Le président refuse les candidats de l'opposition pour le poste de Premier ministre

Le président malgache Hery Rajaonarimampianina a refusé samedi d'accepter les candidats présentés par l'opposition pour le poste de Premier ministre de "consensus", censé mettre fin à la crise politique qui secoue Madagascar, selon les médias.

"On a désigné les députés Christine Razanamahasoa, Roberto Tinoka et Hanitriniaina Razafimanantsoa pour être Premier ministre mais ils ont tous été rejetés par Hery Rajaonarimampianina", a annoncé le député Arnaud Tody à une foule réunie sur l'emblématique place du 13-mai, au centre de la capitale Antananarivo, selon les médias.

Tous ces élus font partie du parti Mapar, dirigé par l'ancien président Andry Rajoelina.

Dans un arrêt rendu il y a une semaine, la Haute-cour constitutionnelle a ordonné la nomination d'un nouveau chef de gouverne-

ment dont la composition de l'équipe doit refléter les résultats des élections législatives de 2013.

Cette décision suscite un vif débat entre le gouvernement et ses adversaires, qui revendiquent tous les deux la majorité d'un Parlement où de nombreux élus ont changé de camp depuis leur entrée en fonctions.

"Tant le Premier ministre ne sera pas parmi les 73 députés qui dirigent la manifestation du 13-mai, rien ne sera résolu", a affirmé samedi la députée Hanitriniaina Razafimanantsoa ce samedi.

De son côté, le parti présidentiel HVM a indiqué ne pas avoir soumis de nom au chef de l'Etat.

"Nous espérons que le président de la République nommera une personnalité politique neutre parce que c'est ça que l'on appelle un consensus, quelqu'un qui ne vient ni de

l'un, ni de l'autre camp", a déclaré le président du Sénat et chef du HVM, Rivo Rakotovo, cité par l'AFP.

Selon une décision rendue vendredi par la plus haute instance judiciaire du pays, l'actuel Premier ministre doit quitter ses fonctions au plus tard mardi et son successeur être nommé au plus tard le 12 juin.

Partie fin avril du rejet par l'opposition des nouvelles lois électorales, la crise politique actuelle a dégénéré en vaste fronde contre le chef de l'Etat. Toutes les médiations, aussi bien nationale qu'internationale, ont jusque-là échoué.

Des élections générales étaient prévues en novembre et décembre 2018 mais la HCC a imposé qu'elles se déroulent dès la "saison sèche", c'est-à-dire entre mai et septembre prochains.

T. K.

Un an après

Un Golfe instable et une nouvelle donne au Moyen-Orient

La crise qui a éclaté il y a un an entre le Qatar et ses voisins emmenés par l'Arabie saoudite a fait émerger un "nouveau" Golfe, fracturé et instable, tout en modifiant le jeu des alliances au Moyen-Orient, estiment des analystes.



place des arrangements commerciaux et logistiques alternatifs qui ont minimisé, mais pas éliminé, les coûts de la crise», explique-t-il.

Les Etats-Unis, qui disposent d'une immense base militaire au Qatar, et le Koweït n'ont pas ménagé leurs efforts pour trouver une solution.

Portée significative

Le vice-ministre des Affaires étrangères du Koweït, Khaled al-Jarallah, a déclaré le 30 mai à l'AFP que des démarches sont en cours: «les dernières idées seront présentées à un sommet Golfe/Etats-Unis en septembre, qui sera l'occasion de mettre fin à cette crise», selon lui. Le président américain Donald Trump semblait initialement derrière les Saoudiens, mais il a ensuite qualifié l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, d'«ami» et de «gentleman», affirmant oeuvrer à «l'unité» des pays du Golfe.

Pour le monde extérieur, la crise peut apparaître comme une dispute déconcertante entre un petit groupe de nations riches du Golfe, mais sa portée est significative.

La profonde rivalité entre le Qatar et les Emirats a eu un impact dans la Corne de l'Afrique où ces deux pays cherchent à accroître leur influence.

Plusieurs nations occidentales, dont les Etats-Unis et la France, ont profité de la volonté du Qatar de briser son isolement pour remporter de juteux contrats militaires.

Et la dispute actuelle pourrait avoir des répercussions sur la Coupe du monde de football prévue au Qatar en 2022, alors que les adversaires de Doha rêvent de lui faire perdre cette compétition.

Le nationalisme s'est aussi développé dans le Golfe avec des guérillas incessantes dans les médias et sur les réseaux sociaux.

«La crise a été l'occasion pour les Qataris de manifester leur ferveur nationale», relève M. Roberts.

Mais elle a «brisé les liens de confiance» et «créé des animosités» entre voisins qui prendront «des années, voire une génération, à surmonter», conclut M. Ulrichsen.

AFP

Le 5 juin 2017, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn (trois pays du Golfe) mais aussi l'Egypte ont, du jour au lendemain, coupé tous les liens avec le Qatar en l'accusant - malgré ses démentis - de «soutenir le terrorisme» et en lui reprochant de se rapprocher de l'Iran chiite, principal rival régional de Ryad.

Cette dispute, particulièrement acrimonieuse, a remis en cause l'existence même du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui regroupe depuis 1981 les six pétromonarchies arabes de la région, et a favorisé l'émergence d'un nouvel axe diplomatique entre le Qatar, la Turquie et l'Iran.

«Je ne pense pas que ce soit exagéré de dire que de nouveaux

centres de pouvoir sont en train d'émerger au Moyen-Orient», explique à l'AFP, David Roberts, professeur adjoint au King's College de Londres.

A plusieurs reprises, les Emirats et le Qatar se sont accusés de provoquer des incidents aériens et, selon le journal français Le Monde, Ryad a même menacé d'agir militairement si Doha venait à acquérir un système russe sophistiqué de missiles sol-air S-400.

Aucune solution ne semble en vue et les experts s'accordent à dire que les répercussions seront profondes et durables.

«Dans son impact sur l'unité régionale du Golfe arabe, la crise risque d'être aussi perturbatrice que l'invasion du Koweït par (l'ex-président irakien) Saddam Hussein en

1990», estime Kristian Ulrichsen, expert associé à la Rice University aux Etats-Unis.

«Il est très difficile d'imaginer comment le Golfe arabe pourra se reconstituer».

Aucun gagnant

Le Qatar, petit émirat gazier aux grandes ambitions, a vu sa seule frontière terrestre fermée, sa compagnie aérienne nationale empêchée d'utiliser l'espace aérien de ses voisins et ses citoyens expulsés des pays appliquant le boycott.

Il s'est vu remettre par ses quatre adversaires une liste de 13 demandes, dont la fermeture de la chaîne satellitaire Al-Jazeera, le retrait des troupes turques de son territoire et la réduction de sa coopération avec l'Iran, avec lequel

il partage le plus grand champ gazier au monde.

Doha n'a rien fait et a accusé en retour le Quartet de chercher à le mettre «sous tutelle».

Depuis le début de la crise, l'Arabie saoudite, chef de file des monarchies arabes du Golfe, et ses alliés cherchent à faire plier le Qatar, dont les liens avec les Frères musulmans et le mouvement islamiste palestinien Hamas irritent au plus haut point Ryad et Abou Dhabi.

Doha résiste, mais paye un prix économique élevé, en dépit de ses vastes richesses.

«Il n'y a eu aucun gagnant ou perdant», martèle M. Ulrichsen.

«Les Qataris ont fait preuve de résilience et d'un grand pragmatisme en s'adaptant rapidement à la nouvelle réalité et en mettant en

Afghanistan

L'éducation recule pour la première fois depuis 2002

■ Près de la moitié des enfants afghans sont privés d'école, le pire résultat depuis 2002 et la fin du régime taliban, selon un rapport de l'Unicef qui accuse la dégradation générale, sécuritaire et économique, du pays.

Les filles sont les plus concernées, représentant 60% des 3,7 millions d'enfants (âgés de 7 à 17 ans) privés de scolarité, précise l'Unicef dans son rapport publié dimanche.

Dans les régions les plus touchées, plus de 85% des filles ne vont pas à l'école souligne l'Unicef qui énumère les provinces du sud surtout - Kandahar, Helmand, Zabul et Uruzgan - et du centre - Wardak et Paktika - majoritairement pachtounes et où les combattants tali-

bans sont particulièrement présents.

L'Agence des Nations unies pour l'enfance estime par ailleurs que 300 000 enfants supplémentaires, actuellement inscrits à l'école primaire, risquent d'abandonner la classe avant la fin du cycle.

Les plus exposés vivent en zone rurale, appartiennent aux familles les plus fragiles économiquement et menacées de déplacement en raison de l'insécurité.

«Les déplacements et le mariage précoce impactent les capacités d'un enfant à suivre l'école. Le manque d'institutrices, le mauvais état des écoles et l'insécurité sont les principaux facteurs qui conduisent les enfants à

cesser l'école, surtout les filles», note le rapport.

Ces dernières subissent en outre «le poids de certaines croyances religieuses» et celui du «mariage précoce qui reste la deuxième raison amenant les filles à abandonner l'école». «Plus largement, le manque d'éducation des parents, la pauvreté et les frais de scolarité», déjà avancés par de précédents travaux, «sont confirmés par cette étude».

Le rapport fait cependant valoir que «85% des enfants qui ont commencé l'école finissent au moins le premier cycle. Le principal défi est donc d'amener les enfants à commencer l'école», conclut-il.

Pour la représentante de l'Unicef en Afghanistan, Adele Khodr, ces données restent inacceptables.

«Continuer ainsi n'est pas envisageable. Quand les enfants ne sont pas en classe, ils sont exposés à un risque accru d'abus, d'exploitation ou de recrutement» par des groupes armés, a-t-elle insisté en présentant le rapport. Selon un audit réalisé pour le Congrès américain, fin avril 20% du territoire afghan se trouvait sous le contrôle des insurgés et seulement 56% sous celui du gouvernement - le reste étant disputé entre belligérants - le pire chiffre depuis 2001.

AFP

Espagne



Pedro Sanchez, le triomphe de l'obstination

Battu lors des deux dernières élections puis évincé de son parti avant d'en reprendre les commandes il y a un an, le socialiste Pedro Sanchez a réussi sur un coup de poker à se hisser au pouvoir en Espagne et a prêté serment samedi comme nouveau chef du gouvernement.

Monté au front dès l'annonce de la condamnation du Parti Populaire (PP) du chef du gouvernement Mariano Rajoy dans un méga-procès pour corruption, l'ancien professeur d'économie de 46 ans, donné pour politiquement mort en 2016, a bien fait de penser qu'il aurait cette fois enfin rendez-vous avec l'histoire.

Il a prêté serment samedi, sans bible et sans crucifix pour la première fois en Espagne, devant le roi Felipe VI, et en présence de M. Rajoy qu'il avait renversé la veille en faisant voter au Parlement une motion de censure qui lui accordait dans le même temps la confiance.

Pour Fernando Vallespín, politologue à l'Université autonome de Madrid, c'était «un pari risqué, une attaque en désespoir de cause», car le Parti socialiste, en perte de vitesse, était «tenu à l'écart de la première ligne du débat politique» occupée par le PP, les libéraux de Ciudadanos et la gauche radicale de Podemos.

Revenu par la grande porte

Avec seulement 84 députés socialistes à la Chambre, Sanchez, qui avait abandonné son siège en 2016 en désaccord avec son parti, a été contraint de pactiser avec Podemos, les séparatistes catalans et les nationalistes basques pour renverser Mariano

Rajoy.

Une majorité qui pourrait s'avérer très instable et écarter le bail du nouveau premier ministre au palais de la Moncloa.

Qu'importe, le leader socialiste compte faire adopter des mesures sociales rapidement afin de «renforcer la cote de popularité de son PSOE», note Antonio Barroso, analyste au cabinet Teneo Intelligence, et arriver ainsi plus fort aux prochaines élections.

«Sanchez est un politicien audacieux mais pas excessivement réfléchi et qui raisonne plutôt à court-terme», juge Fernando Vallespín.

Cet ancien joueur de basket d'1,90 m, impeccablement cintré dans un costume sombre, surnommé «le beau mec» (el guapo), est marié à une consultante en marketing et père de deux filles.

Né le 29 février 1972 à Madrid, il a grandi dans une famille aisée, auprès d'un père entrepreneur et d'une mère fonctionnaire, et a étudié l'économie dans la capitale espagnole avant de décrocher un master d'économie politique de l'Université libre de Bruxelles.

Conseiller municipal à Madrid de 2004 à 2009, il devient député en 2009 à la suite de la démission du titulaire du siège, avant de connaître une ascension fulgurante.

Propulsé en 2014 à la tête d'un PSOE à la faveur des premières primaires de l'histoire du parti, il arrive der-

rière Mariano Rajoy lors des élections de décembre 2015. Dans le contexte de paralysie politique qui s'en suit, il tente sans succès de former un gouvernement avec l'appui de Ciudadanos et de Podemos.

De nouvelles élections sont convoquées en juin 2016 et le PSOE dégringole encore, enregistrant son pire résultat depuis le rétablissement de la démocratie en 1977. La direction du parti le contraint à démissionner comme secrétaire général.

Mais il revient par la grande porte en mai 2017, après avoir fait campagne en voiture dans toute l'Espagne pour rallier les militants qui voteront pour le rétablir à la tête du parti.

«Judas» pour la droite

S'étant rapproché de Rajoy ces derniers mois sur la question de l'indépendance de la Catalogne, Sanchez restera pour le PP comme le tombeur d'un chef du gouvernement qui avait survécu à de nombreuses crises. Le journal El Mundo le décrit comme «dévoté par l'ambition».

«Pedro Sanchez passera à l'histoire comme le Judas de la politique espagnole», a lancé récemment Fernando Martínez-Maillo, coordinateur de la formation conservatrice, tandis que Rajoy l'a accusé d'être «prêt par ambition personnelle à s'allier avec n'importe qui à n'importe quel prix».

En Catalogne, Rajoy parti, timide espoir de détente

■ L'arrivée au pouvoir en Espagne du socialiste Pedro Sanchez laisse entrevoir une lueur d'espoir de dégel entre Madrid et les séparatistes catalans, méfiants envers le nouveau chef de gouvernement mais satisfaits du départ du conservateur Mariano Rajoy. Ce sont d'ailleurs les députés indépendantistes catalans qui, avec les nationalistes basques, ont apporté des voix décisives pour la motion de censure contre un Rajoy usé par les scandales de corruption et, du même coup, fait Premier ministre un Pedro Sanchez qui prometait de «rétablir le dialogue» avec la Catalogne.

La chute de Rajoy, et l'entrée en fonctions samedi d'un nouveau gouvernement régional catalan peut favoriser «une amélioration de la situation», estime Joan Botella, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone. Sanchez, selon lui, pourrait tirer profit des divisions entre les indépendantistes modérés qui, depuis l'incarcération de leurs chefs, ont abandonné l'idée d'une rupture unilatérale avec Madrid et des radicaux comme l'ancien président, Carles Puigdemont, qui depuis son exil veut poursuivre l'affrontement. «Le mouvement indépendantiste est en déclin, il y a des divisions internes, et avec le nouveau gouvernement Puigdemont aura moins d'importance, dit-il. Il est possible que Sanchez aie de la chance».

Sa prestation de serment samedi devant le roi Felipe VI coïncidera avec la prise de fonctions du nouveau gouvernement catalan de Quim Torra, qui lèvera automatiquement la tutelle imposée par Madrid sur la région lors de sa tentative de sécession le 27 octobre dernier.

Moindre mal

Leurs rapports sont toutefois tendus. Sanchez a traité de «raciste» et «suprémaciste» Torra, auteur d'articles insultants pour les Espagnols et les hispanophones. Il l'a même comparé à Jean-Marie Le Pen, l'ex-leader français d'extrême droite. «Les pires insultes sont venues de lui et de son parti», le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), a relevé un membre de l'entourage de Torra. «Nous n'en avons pas une bonne opinion mais Rajoy était manifestement pire. Au moins c'est un nouveau venu, qui peut désamorcer la situation et faciliter une certaine détente».

Depuis l'arrivée de Rajoy au pouvoir en 2011, les relations entre Madrid et Barcelone, la métropole catalane, n'avaient fait qu'empirer. Elles ont atteint leur comble avec la violence policière lors du référendum d'autodétermination interdit par la justice le 1er octobre dernier et la déclaration d'indépendance par le parlement catalan le 27 du même mois. Bien que le PSOE de Pedro Sanchez aie soutenu fermement la stratégie de Rajoy dans cette crise, il est historiquement plus sensible aux revendications catalanes que le Parti populaire du gouvernement sortant.

Depuis 2013, il propose une réforme fédéraliste de l'Espagne pour accroître les compétences des régions autonomes et Sanchez lui-même reconnaît la Catalogne comme une «nation» au sein de la nation espagnole.

«Quoi que le PSOE aie fait de son mieux pour imiter le Parti Populaire (...) en Catalogne il est évident qu'il y a des différences» entre eux, a déclaré pendant le débat sur la censure Joan Tarda, chef du groupe parlementaire ERC, parti indépendantiste catalan de gauche.

Faible marge de manoeuvre

De plus, le principal appui des socialistes, qui ne comptent que 84 députés sur 350 à la Chambre, sera la gauche radicale Podemos, le seul parti national à soutenir un referendum d'autodétermination en Catalogne.

«Il peut y avoir un changement dans la forme sinon sur le fond, avec une offre de dialogue, une volonté de rouvrir la porte à la recherche d'une solution du conflit», a déclaré à l'AFP Berta Barbet, éditrice du site d'analyse politique Politikon. Néanmoins, toute concession aux séparatistes sera combattue par le Parti Populaire, les libéraux de Ciudadanos qui grimpent dans les sondages avec un discours anti-indépendantiste, et au sein même du PSOE qui avait contraint Pedro Sanchez à abandonner la direction du parti il y a deux ans. «L'opposition sera très dure, reconnaît Barbet, mais arrive un moment où le PSOE pourrait faire une offre différente pour parvenir à une désescalade parce qu'une partie de la société espagnole a compris l'importance de résoudre la question catalane».

AFP



AFP

Nicaragua

La violence se poursuit en province, des morts et des blessés

Six morts, dont un Américain de 48 ans, plusieurs blessés, des arrestations et des dégâts matériels: la violence s'est poursuivie samedi au Nicaragua, où la ville de Masaya, près de la capitale Managua, a connu de nouveaux et violents affrontements entre manifestants et police anti-émeute, a constaté une équipe de l'AFP.



Cinq personnes, dont un jeune homme de 15 ans, ont été tués samedi à Masaya, a rapporté à l'AFP le président de l'Association du Nicaragua pour la protection des droits de l'homme (ANPDH), Álvaro Leiva, selon qui la ville, autrefois un bastion sandiniste, a connu «une journée de deuil et de douleur».

Plus d'une centaine d'habitants ont trouvé la mort dans tout le pays depuis la vague de manifestations déclenchées le 18 avril pour exiger le départ du président Daniel Ortega, un ancien guérillero sandiniste de 72 ans, au pouvoir depuis 2007, qui a dénoncé une «conspiration de l'opposition». Samedi, Masaya s'est transformé en champ de bataille dès les premières heures, quand les forces de l'ordre aidées de groupes de civils —apparemment mobilisés en milice par le pouvoir sandiniste— ont tenté de dégager les rues de la ville, l'une des principales du pays avec quelque 100.000 habitants, à 30 kilomètres au sud-est de Managua.

Depuis une camionnette, une «attaque accompagnée de tirs vers les barricades» installées par les manifestants dans le parc San Miguel a été repoussée par ces derniers, qui ont fait usage de mortiers artisanaux, a indiqué à la presse un manifestant via la messagerie Whatsapp.

Snipers

La ville résonnait des coups de feu, des tirs de grenades lacrymogènes et des détonations des mortiers artisanaux, a constaté

l'AFP, tandis que la population prévenait que plusieurs snipers étaient positionnés depuis le siège de la police locale, proche du parc en centre-ville.

«Ils attaquent la population. Un voisin à moi s'est pris une balle dans la poitrine. Ça venait d'un franc-tireur, parce que c'était un tir d'AK-47, vu la taille de l'orifice» provoqué par la balle, a déclaré Jonathan José, un habitant de Masaya.

Le marché, deux fois incendié durant les manifestations —l'œuvre de «groupes de délinquants», selon la police— était jonché d'objets artisanaux en bois, de coupées de toile ou de fruits décoratifs en argile.

La police a fait état de 11 arrestations et dénoncé des «actes terroristes» et l'usage d'«armes à feu» et de «mortiers».

«A aucun moment les habitants n'ont incendié le marché (...) C'est eux (les unités anti-émeute) qui sont venus tôt ce matin, ils ont embarqué un jeune qui était là» pour protéger son quartier, a raconté Jonathan José. La population «s'est organisée dans les quartiers pour protéger ses rues» des unités anti-émeute et des partisans du pouvoir, a-t-il expliqué.

Tocsin, barricades et autodéfense

Après deux attaques de ces «groupes de choc», la population s'est organisée en autodéfense en dressant des barricades pour gêner leurs mouvements, sonnant l'alerte avec les cloches de l'église pour

prévenir d'une attaque.

Plusieurs commerces ainsi que des banques ont baissé le rideau dès vendredi après des actes de vandalisme dans la nuit de jeudi.

«C'est un désert, il n'y a plus de commerce, plus rien. Je suis désespérée, la situation est horrible», raconte en pleurs Vanesa, qui ne sort plus de chez elle avec ses trois enfants et son neveu.

Des incidents ont également été signalés samedi dans les municipalités voisines de La Concepción et Diría, où la salle municipale et l'école ont été incendiés, ainsi que trois véhicules du parti sandiniste au pouvoir, selon la police qui attribue les déprédations à la «droite».

Alvaro Leiva, le responsable de l'ANPDH, a également indiqué que 21 personnes avaient été remises en liberté à la suite d'interventions d'«ecclesiastiques auprès des autorités, mais que 11 autres personnes interpellées avaient été transférées à la prison de Managua.

La contestation populaire est partie au Nicaragua d'une réforme des retraites — abandonnée depuis —, mais a vite tourné à un mouvement général de rejet du chef de l'État, accusé de confisquer le pouvoir.

Dans ce contexte, un citoyen américain de 48 ans a été tué dans des circonstances controversées samedi à Managua, ont annoncé plusieurs sources dont l'ambassade des États-Unis.

AFP

Cuba

La tempête Alberto a fait sept morts et deux disparus

■ Les fortes inondations provoquées à Cuba par la tempête subtropicale Alberto ont entraîné la mort de sept personnes et deux disparitions, a annoncé samedi la Défense civile dans un communiqué. Toutes les victimes, mortes par noyade, sont des hommes, âgés de 26 à 77 ans, ont précisé les autorités, ajoutant que les deux disparus étaient des hommes de 18 et 51 ans. Ces drames ont eu lieu dans les provinces de Ciego de Avila, Sancti Spiritus et Villa Clara, dans le centre de l'île, mais aussi à Matanzas et Pinar del Rio dans l'ouest, où se sont abattues de fortes pluies durant la semaine. Le ministre de l'Intérieur, Julio César Gandarilla, avait estimé mardi que ces morts étaient «toutes imputables à de l'imprudence». Cette tempête subtropicale qui s'était formée vendredi dans les Caraïbes, a ouvert la saison des ouragans dans l'Atlantique avec une semaine d'avance. Plus de 40.000 personnes ont été évacuées dans les provinces de Cienfuegos, Sancti Spiritus, Villa Clara et Matanzas, selon des médias locaux, qui ont également fait état de dégâts matériels, de pertes agricoles, et de milliers d'habitations touchées.

La raffinerie de pétrole de Cienfuegos, centrale pour l'économie cubaine, a dû être fermée et des résidus de pétrole se sont déversés dans la baie. Des opérations de nettoyage ont été lancées, dont le coût devrait s'élever à un million de dollars, selon un responsable s'exprimant à la télévision locale. Entre août et septembre 2017, les trois puissants ouragans Harvey, Irma et Maria ont tué des centaines de personnes et provoqué des milliards de dollars de dégâts dans les Caraïbes et le sud-est des États-Unis.

AFP

Etats-Unis

Un petit avion s'abîme

■ Deux personnes ont été tuées lorsqu'un petit avion s'est abîmé samedi dans l'océan Atlantique au large de Long Island, et deux autres personnes sont portées disparues, ont annoncé les garde-côtes américains. L'appareil, un Piper PA-31 Navajo, s'est écrasé à environ un mile (environ 1.600 mètres, ndlr) d'Indian Wells Beach avec quatre personnes à bord, ont indiqué les garde-côtes dans un communiqué. Indian Wells Beach est sur Long Island, la grande île sur laquelle se trouve New York. Les corps de deux des occupants de l'avion ont été découverts et «des moyens ont été déployés sur place et tentent de retrouver deux personnes qui sont portées disparues», indique le communiqué. Les garde-côtes ont précisé que leurs équipes ainsi que des moyens de l'Air National Guard, de la police et des bateaux de pêche locaux participaient aux recherches. La cause de l'accident n'a pas été précisée.

M. Y.

Allemagne

Le leader de l'extrême droite compare Hitler à une "fiente d'oiseau"

Le co-dirigeant du parti allemand d'extrême droite AfD, Alexander Gauland, a estimé samedi qu'Adolf Hitler et les nazis n'avaient été qu'une «fiente d'oiseau» dans un millénaire allemand glorieux, selon des propos rapportés par la Deutsche Welle.

«Hitler et les nationaux-socialistes (le parti NSDAP du Führer, ndlr) ne sont qu'une fiente d'oiseau en 1.000 ans d'histoire allemande à succès», a affirmé le responsable politique qui est aussi le co-président du groupe parlementaire Alternative pour l'Allemagne (AfD).

«Oui nous reconnaissons notre responsabilité pour les 12 années» de la dictature

nazie, a-t-il ajouté, également cité par l'agence dpa. «Nous avons une histoire glorieuse et celle-ci, chers amis, a duré plus longtemps que ces 12 fichues années», a-t-il jugé lors d'une réunion à Seebach, en Thuringe (est), de l'organisation des jeunes de l'AfD.

La secrétaire générale du parti conservateur CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, proche d'Angela Merkel, a promptement réagi sur Twitter: «50 millions de victimes de guerre, l'Holocauste et la guerre totale ne sont qu'une 'fiente d'oiseau' pour l'AfD et Gauland. Voilà ce qu'est ce parti derrière le masque civil».

Alexander Gauland, 77 ans et ancien membre de la CDU, n'en est ni à sa première provocation, ni à son premier dérapage verbal.

Durant la campagne électorale pour les élections législatives de septembre dernier, il avait vanté les mérites des soldats de la Wehrmacht.

L'un de ses fidèles au sein du parti, Björn Höcke, a également comparé le vaste monument au c?ur de Berlin aux victimes de l'Holocauste de «mémorial de la honte».

Première force d'opposition à la chambre des députés, l'AfD a fait une entrée fracassante au Bundestag, avec plus de 90 députés,

et remis en cause le consensus mémoriel des Allemands sur leur passé nazi.

Née en 2013 d'une opposition à l'euro, le parti est devenu, à la faveur de la «crise» des réfugiés en 2015, un parti anti-migrants, anti-islam et anti-Merkel.

Il a notamment durci son discours, notamment contre les musulmans.

La co-dirigeante du groupe parlementaire, Alice Weidel, s'en est pris récemment aux femmes en «burqa, filles voilées, hommes armés de couteaux et autres bons à rien» qui menacent, selon elle, la prospérité allemande.

AFP

Devant un public nombreux

Concert malouf à deux tons du chanteur Abbas Righi

Le chanteur constantinois Abbas Righi a animé, samedi soir à Alger, un concert de musique malouf, dédié aux chants soufis et hawzi, rendus devant un public nombreux, dans une ambiance à deux tons, qui est vite passée du recueillement à l'euphorie.



Durant deux heures de temps, trois programmes ont constitué le contenu du concert, brillamment livré par l'artiste à l'Auditorium Moufdi-Zakaria du palais de la Culture dans les genres, Medh, Hawzi, Aissaoua et folklore constantinois, présenté dans la cadence gnawi.

Soutenu lors des deux premières parties par huit musiciens professionnels sous la direction de Samir Boukreda, le chanteur, au charisme imposant, a appelé en renfort, pour la partie aïssaouie et folklorique, trois autres percussionnistes aux bendirs et aux tambours, au plaisir d'un public conquis, embarqué dans une croisière à plusieurs escales.

Dans de belles variations modales qui ont empreint les trois parties, Abbas Righi, à la voix présente et étoffée, a rendu, entre autres pièces alignées dans une ambiance montée en crescendo, "Hob ennabi", "Fi dalmati el arham", "Ya qalbi thik billah", "Ya lilet el wasli âoudi", "Nahnou aâla el waâdi", "Khatri we'dlili hayrane ya el warchane", "Ma waffachi qalbi", "Allahouma salli aâla Mohammad", "El male el male", "Dor biha ya chibani",

"Ma aândi zella" et de conclure avec "Idoum h'nakoum" et "Bkaw aâla khiir".

L'ambiance de la partie Medh et hawzie, qui avait plongé l'assistance dans le recueillement et la solennité du moment, est très vite mon-

tée lors du programme folklorique des Aïssaoua, où les spectateurs, les femmes notamment, se sont livrés au "J'dib" (danses envoûtantes), près de la scène et devant les sièges, créant ainsi des situations qui, "seraient devenues incontrôlables", selon un des organisateurs, si elles avaient trop duré.

L'orchestration qui était à dominance harmonique au départ, et qui a mis en valeur la maîtrise technique et le professionnalisme des musiciens, Mohamed Tahar Ayachi au ney et à la gheita et Hakim Benchafra au qanun notamment, est vite devenue à prééminence rythmique, avec pas moins de six percussionnistes dont Adel Benchetra au "corcto" (petit tambour à une peau

frappé avec des baguettes) et Adel Boudbagh aux "Nekkaret" (petite percussion à deux tambours servant à maintenir la cadence).

Dans une ambiance de grands soirs, Abbas Righi, époustouflant d'énergie, a livré une prestation pleine, où il a généreusement mis en valeur le patrimoine musical du registre malouf, faisant part, tout en sourire, de son "bonheur" de chanter pour un public "aussi réceptif".

Dans des atmosphères de bien être et de convivialité, les spectateurs ont durant tout le long du concert, accompagné le chanteur avec des youyous nourris et des applaudissements répétés, battant la mesure avec les mains et reprenant les refrains dans la délectation.

Abbas Righi compte sur le marché trois albums, "Mejrrouh" (2010), "Mel hbbi malou" (2012), "Ach men sebba a lahbab" (2016), annonçant à l'APS, "la sortie imminente" de deux nouveaux produits, "Salah Bey", son quatrième opus ainsi que "Couleurs de Constantine", 'une compilation de quatre CD, réalisée en collaboration avec l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (Onda), qui sera, selon l'artiste, "une synthèse" de la chanson constantinoise dans ses différents genres.

Le concert de Abbas Righi est organisé, sous l'égide du ministère de la Culture, dans le cadre du programme des activités culturelles et artistiques prévues pour le mois de Ramadhan par le palais de la Culture.

Reda A.

Bande dessinée

Deux planches de Tintin vendues 422.000 dollars aux enchères

Deux planches des aventures de Tintin, extraites de l'album "Coke en Stock", sont parties samedi aux enchères pour 422.000 dollars à Dallas (Texas, sud des Etats-Unis), a annoncé la maison d'enchères Heritage Auctions.

L'ensemble, signé du "père du Tintin" Hergé, a été acheté par un collectionneur de Bruxelles qui "a souhaité rester anonyme", a indiqué un porte-parole, Eric Bradley.

Le dessinateur Hergé, de son vrai nom Georges Remi, était lui-même originaire de Bruxelles. Bien que la vente de samedi ait eu lieu au Texas, elle a été retransmise en direct en divers endroits, dont le QG néerlandais de Heritage Auctions près d'Utrecht. Les deux dessins de 32,2X50 cm et de 30,7X47,7 cm, réalisés en 1957 et qui représentent la page 58 du 19e album des aventures de Tintin, publié en 1958, n'ont pas atteint leur estimation, comprise entre 720.000 et 960.000 dollars.

Ils sont constitués de 12 vignettes montrant Tintin, son chien Milou, le capitaine Haddock et le pilote estonien Piotr Skut, alors qu'un plongeur essaye de poser une mine sur le navire qui les transporte. Une ancre assomme le plongeur et la mine est avalée par un requin qui s'éloigne ensuite en hoquetant.

Les planches originales d'Hergé apparaissent rarement sur le marché. Le dessinateur en offrait parfois à des amis proches, selon Heritage Auctions.

Reda A

36^e Marché de la poésie de Paris Le Québec à l'honneur

La province du Québec sera à l'honneur du 36^e Marché de la poésie de Paris qui aura lieu du 6 au 10 juin avec la présence annoncée d'une dizaine de poètes québécois. Parmi les invités figurent Hélène Dorion, considérée comme une des plus belles voix de la poésie francophone, qui utilise le langage pour transformer "le chaos en joie", l'Amérindienne Natasha Kanapé Fontaine, Daphné B ou encore Claude Beausoleil, un des représentants les plus emblématiques de la scène poétique québécoise.

Icône de la poésie québécoise, Nicole Brossard, 74 ans, fera également le déplacement à Paris pour présenter un concert où musique et poésie se feront écho (avec la pianiste et poète Laure Cambau).

"Le poème est une histoire de ferveur qui oscille entre le plaisir des mots et une intuition fine et renouvelée de la vie", a indiqué l'écrivaine qui compte parmi les auteurs les plus connus et respectés au Québec.

H. L.

La biennale de Dakar

Si loin, si proche du public

Des centaines d'expositions, des vernissages à n'en plus finir et des oeuvres exposées aux quatre coins de Dakar : après un mois, le Dak'Art, l'une des plus importantes manifestations d'art contemporain sur le continent africain, démonte son chapiteau samedi. Mais cette 13^e édition a-t-elle réellement touché les habitants de la capitale sénégalaise ?

Lors du weekend d'inauguration, le 3 mai, plus de 2.000 personnes se pressaient dans le quartier du port au "Laboratoire Agit'Art", l'ancienne antre du sculpteur, peintre, acteur et poète Joe Ouakam, figure de la scène artistique sénégalaise décédé en avril 2017.

Dans le dédale de petites pièces qu'il faut d'abord traverser, on commente les oeuvres en allemand, en italien. Une dame à l'accent parisien râle. Trop de monde.

Les visiteurs débouchent alors sur une vaste cour au sol recouvert de sable, où trône un baobab.

Après un numéro de danse, place à la musique électronique. Des élèves du Conservatoire de Paris se mêlent à leurs homologues sénégalais, avec qui ils viennent de passer deux semaines d'échanges "pas toujours faciles", confie une des étudiantes françaises.

Quelque jours plus tard, on retrouve le même public à la Villa Rouge, près de la Corniche de Dakar, où sont notamment exposées les photos de l'Ivoirien basé à Amsterdam Alun Be. Ses images, belles et puissantes, mêlant tradition et technologie, mettent en scène de jeunes Africains portant un masque de réalité virtuelle lors de rites initiatiques.

Le truc de la biennale

Les organisateurs du "In" et du "Off" ont cherché à faire descendre l'art dans la rue. Sur le marché de Gueule Tapée, notamment, où des sculptures monumentales --dont

deux fers à repasser mis côte-à-côte prennent l'allure d'un paquebot-- côtoient les étals de vendeurs de fripes.

Mais "il n'y a pas beaucoup de communication pour la population locale", regrette Mamadou Boye Diallo, "promoteur culturel" dans le quartier populaire de la Médina.

"Ce sont beaucoup plus les expatriés qui viennent faire le truc de la biennale. La population ne sait même pas ce que c'est", ajoute-t-il, en expliquant avoir ouvert au public ces dernières semaines des "maisons coloniales de 1935 de la Médina pour que la population locale puisse aussi avoir accès à des expos".

L'artiste mural Mamadou Lamine juge pour sa part que la biennale, "ça a marché". "Il y a plein d'artistes qui sont venus nous donner un coup de main à travers le monde", se réjouit-il.

Henri Zeller, un jeune Bruxellois vivant à Dakar depuis

quelques mois, a fait venir un collectif de grapheurs, Farm Prod, dont les membres ont réalisé des fresques murales dans plusieurs quartiers.

"Ce n'est pas la biennale des expats. Non, il y a beaucoup de Sénégalais de tout horizon, de Dakar, de Saint-Louis, de Casamance. Il y en a beaucoup qui ont participé à cette biennale", assure Henri Zeller.

"La population était tout le temps présente. Le premier jour, il y avait 200 personnes qui regardaient la performance", ajoute-t-il.

Déambulations

Delphine Buysse, cheveux teints en bleu? et belge également, a exposé ses créations mais aussi organisé des ateliers pour enfants. "Le but de l'art dans la rue, c'est vraiment d'interagir avec les gens", affirme-t-elle.

Niko de La Faye, un artiste

plasticien français, a dû attendre la toute fin de la biennale pour que son oeuvre --un mobile représentant le cosmos monté sur un tricycle chinois, baptisée M2B-- arrive de New York par container, avec près d'un mois de retard.

Sous le regard intrigué d'une poignée d'enfants, qui abandonnent un moment leur match de basket, il effectue les derniers réglages de son étrange véhicule. Pour ce dernier weekend, il va "déambuler" dans les rues de Dakar, où il compte bien "s'adresser à tout le monde".

"Ce sera les enfants, les adolescents, les adultes, les vieux. On le proposera aux gens qui se trouveront à ce moment-là dans la rue pour le voir, pour éventuellement poser des questions", dit-il. Pour être sûr d'attirer les regards, il actionnera une cloche, à la manière d'un conducteur de tram ou d'un marchand de glaces.

T. L.

PAROLES DE FEMMES

" L'amour est ce je ne sais quoi, qui vient de je ne sais où, et qui finit je ne sais comment. "

Madeleine de Scudéry



FEMMES

ACTUS-FEMMES Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

" En amour, quand tu demandes à ce que Dieu t'emmène une bonne personne assure-toi d'être une PERLE pour cette dernière. L'amour n'est pas à sens unique "

Nathy LaBell

La robe de mariage de la princesse Eugénie pourrait provoquer la colère de la reine

La princesse Eugénie se marie avec son fiancé Jack Brooksbank le 12 octobre prochain. Pour sa robe, la petite-fille de la reine pourrait briser le protocole et provoquer le courroux de la monarchie.

En automne prochain, un nouveau mariage royal viendra égayer la vie des aficionados de la famille royale. La princesse Eugénie et son fiancé, Jack Brooksbank, se diront oui à la chapelle Saint-George du château de Windsor, là même où le prince Harry et Meghan Markle se sont dit oui le 19 mai dernier. Pourront-ils faire aussi bien que le couple royal, qui a vécu des noces ultra suivies à travers le monde??

La princesse Eugénie a en tout cas vraisemblablement l'intention d'attirer l'attention. Selon le magazine Ok?! mercredi 29 mai, pour sa robe, la petite-fille de la reine pourrait porter son choix vers un modèle qui provoquerait le courroux de sa Majesté car il ne respecterait pas le protocole. " Elle est connue pour briser les codes des tenues royales. On l'a souvent vue porter des imprimés et des styles osés durant des événements importants. Je pense qu'on peut s'attendre à ce qu'elle nous offre une robe de mariée bien différente ", explique Clare Szabo de la maison River Elliot auprès du magazine.

Pour rappel, Meghan Markle a choisi pour son mariage une robe manches longues et col bateau créée par Givenchy, d'une valeur de 450 000 euros. La duchesse de Sussex a rayonné dans une deuxième robe aux émanchures américaines, signée Stella McCartney. L'épouse du prince Harry a séduit, la princesse Eugénie en fera-t-elle autant??



FORME:



Si vous passez la nuit sans dormir, voici quelques conseils pour être en forme, demain, au boulot.

ÉVEILLEZ VOTRE REGARD

Avant d'attaquer la journée, qui s'annonce très très longue, pensez à sauver les apparences et avoir l'air en forme. Pour éviter que vos petits yeux endormis ne trahissent la folle nuit que vous avez vécue, il faut réussir à les dégonfler. Pour cela, une méthode de grand-mère qui a déjà fait ses preuves : appliquez sur chaque œil une rondelle de concombre pendant une quinzaine de minutes. L'objectif est de décongestionner les poches et de faciliter la circulation du sang. Ensuite, utilisez un anti-cernes, un ton plus clair que votre couleur de peau naturelle pour éclaircir le regard et atténuer le côté violacé des cernes. Méfiez-vous cependant des teintés trop claires qui

7 conseils pour surmonter une nuit blanche

peuvent donner un effet gris !

FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Le petit déjeuner est d'autant plus capital que votre corps n'a pas pu recharger ses batteries pendant la nuit. Faites donc le plein de vitamines en consommant des fruits frais et n'oubliez pas les sucres lents, présents dans le pain complet ou les céréales.

FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Au déjeuner, ne vous jetez pas sur les plats riches en graisses et en sauce, cela pèserait sur votre estomac et vous plongerait dans un état de somnolence tout le reste de la journée. Préférez un plat léger et riches en protéines, composé de poisson (moins lourd que la viande), de légumes et de pâtes pour vous permettre de tenir jusqu'au dîner.

NUIT BLANCHE : PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Contrairement aux idées reçues, une douche qui réveille n'est pas forcément froide. Inutile de vous punir en prenant une douche glacée ! Elle pourrait même provoquer l'effet inverse en faisant baisser la température de votre corps et vous donnant ainsi envie de vous blottir au fond du lit.

PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Une douche tiède, pas trop longue, suffit à redémarrer. De plus, après une nuit blanche, le corps manque cruellement de repos, pas la peine d'en rajouter. Si vous avez passé la nuit à danser ou debout dans un bar, un jet d'eau froide sur les jambes peut cependant être utile pour faciliter la circulation sanguine et favoriser le retour veineux, et ainsi éviter l'effet jambes lourdes qui risque de vous rattraper en fin de journée.

Un massage post-nuit blanche : associée à

une huile végétale neutre, l'huile essentielle de cyprès peut s'avérer très efficace. Après la douche (ou à la mi-journée) massez-vous les jambes avec ce mélange pour relancer la circulation des jambes.

SORTEZ

Pas facile de rester les yeux grands ouverts devant un ordinateur et sous la lumière des lampes de bureaux quand on n'a pas dormi de la nuit. N'hésitez donc pas à faire des pauses et à sortir le plus possible à l'extérieur pour prendre l'air. Faire le tour du bâtiment où vous travaillez vous permettra de vous tenir éveillée et de vous booster un peu. De plus, s'exposer à la lumière naturelle du jour est le meilleur moyen de faire comprendre à votre organisme, dont l'horloge est un peu désorientée, que ce n'est (toujours) pas le moment de dormir mais d'être active !

POINTS NOIRS

COMMENT S'EN DÉBARRASSER (SANS LES PERCER)

Plus petit qu'une tache de rousseur mais beaucoup moins joli qu'un grain de beauté, le point noir aime s'inviter sur les peaux grasses et mixtes des femmes, même à l'âge adulte. D'où viennent-ils, comment les prévenir et les faire déguerpir le plus naturellement possible ? On fait le point.

LES POINTS NOIRS C'EST QUOI ?

Un point noir est un comédon qui s'est oxydé. Cela se produit quand des cellules de la

couche cornée s'amoncellent avec du sébum dans un pore particulier appelé follicule pilo-sébacé. Si la glande sébacée produit trop de sébum, celui-ci baisse en acidité. Il devient alors le mets préféré des bactéries qui se nourrissent des déchets cellulaires. Cet amoncellement de sébum et de déchets cellulaires finit par former un bouchon de sébum qui s'oxyde et durcit au contact de l'air et de la pollution. C'est le point noir. Noir en raison de son aspect

bruni, à l'image de la pomme croquée qui noircit à l'air libre. Une fois sorti, le point noir peut camper plusieurs mois sur son terrain de jeu favori (nez, mentons, tempes, front). Si on a le malheur de le manipuler, le point noir peut évoluer en bouton d'acné ou pustule, un bouton issu d'une inflammation du follicule pileux. On a compris, pour éviter de pointer chez le dermatologue, mieux vaut traiter les points noirs en douceur !



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

AG Ordinaire du COA/ Alors que les bilans ont été adoptés

Renfort du bureau exécutif

USM Bel Abbès
La direction du club envisage de réduire les salaires

■ La direction de l'USM Bel Abbès, en bute à des problèmes financiers énormes, a décidé de revoir à la baisse les salaires de ses joueurs, en prévision de la saison prochaine, a-t-on appris samedi de ce club de Ligue 1 de football. Cette décision, prise par le président du Conseil d'administration, Okacha Hasnaoui, a pour objectif de réduire la masse salariale de l'équipe première et de rééquilibrer par la même les finances de la société sportive par actions du club, précise-t-on de même source. A cet effet, des renégociations seront engagées dans les prochains jours avec les joueurs, dont le contrat avec le club court toujours, pour les convaincre de faire des concessions dans ce registre. Cette politique risque toutefois de dissuader les joueurs ciblés en matière de recrutement à rejoindre le club, d'où l'intention du président Hasnaoui de miser sur les jeunes du cru, comme il l'a lui-même fait savoir dans la plate-forme du projet sportif qu'il a publiée récemment. Les problèmes financiers des « Vert et Rouge » ont failli jouer un mauvais tour à la formation-phare de la ville de Sidi Bel-Abbès la saison passée, même si l'équipe a réussi, à l'arrivée, à décrocher le trophée de Coupe d'Algérie, le deuxième de son histoire et qui lui permettra de disputer la prochaine édition de la Coupe de la Confédération africaine de football. Outre le plafonnement des salaires, la direction des « Vert et Rouge » a entamé également une large opération de restructuration de l'administration du club, et ce, parallèlement au recrutement d'un nouvel entraîneur, en la personne de l'ex-coach du MC Oran, Moez Bouakaz, à la place de Si Tahar Cherif El Ouezzani, qui quitte le club après deux années de collaboration.

Volleyball

Les Algériennes en stage à Azazga

■ La sélection algérienne de volley-ball cadette (U17) sera en stage de préparation du 4 au 13 juin à Azazga (Tizi-Ouzou), en prévision des Jeux africains de la jeunesse 2018, prévus en juillet à Alger. Le staff technique national a fait appel à 18 joueuses dont la majorité évoluent au sein des clubs de Béjaïa à savoir, le NCB (4 joueuses), le MBB (2 joueuses), l'ASWB (2 joueuses) et le WAB (2 joueuses). Outre l'Algérie (pays organisateur), quatre pays ont composé leur billet pour les JAJ-2018. Il s'agit de la Tunisie (zone 1), l'Egypte (zone 5), le Nigeria (zone 3), le Cameroun (zone 4) et la Gambie (zone 2). Les autres qualifiés des zones 6 et 7 seront connus après la fin des tournois qualificatifs. Les tournois de volley-ball (filles et garçons) des Jeux africains de la jeunesse, prévus début juillet à Alger, seront qualificatifs pour les Jeux olympiques de la jeunesse prévus en octobre prochain à Buenos Aires (Argentine).



Les bilans moral et financier du Comité olympique algérien (COA) ont été adoptés avant-hier soir lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est déroulée au siège de Mobilis à Bab Ezouar, comme il fallait s'y attendre, d'ailleurs. Le vent de contestation qui avait soufflé à un certain moment après la réélection du président Mustapha Berraf, n'a pas influencé les membres de l'AG qui ont décidé de valider ses bilans, préférant faire avancer les choses et travailler dans la continuité.

Il faut savoir que 58 membres dont 22 fédérations olympiques étaient présents à ce conclave et ont décidé de donner le quitus à l'actuel bureau exécutif du COA tout en adoptant aussi le plan d'action pour l'année 2018. Faisant un état des lieux des activités du COA, le patron de l'olympisme algérien, Berraf, a avoué que cette première année a été difficile pour l'instance olympique en raison des tensions qui ont été engendrées par le renouvellement des fédérations. «Dieu merci, tout est rentré dans l'ordre avec l'arrivée du nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports», s'est-il réjoui, comme pour titiller l'ancien ministre du secteur, Ould Ali, avec qui entretenait des relations conflictuelles.

Cette assemblée ordinaire a été aussi l'occasion pour les présidents des fédérations de faire le point sur la situation en matière de préparation et de financement des programmes établis par leurs instances en vue des prochaines échéances dont les Jeux méditerranéens de Tarragone et les Jeux africains de la Jeunesse (JAJ-2018) d'Alger. Par ailleurs, trois membres ont intégré le bureau exécutif du COA, à l'issue d'un vote partiel au bulletin secret. Il s'agit des présidents de fédérations sportives d'escrime, Raouf Bernaoui (100 voix), de gymnastique, Sofiane Zahi (86 voix) et de Tennis, Mohamed Bessaad (73 voix).

Par ailleurs, et comme cela a été de coutume depuis quelque temps, le COA a tenu à décorer certains anciens athlètes par l'ordre du mérite olympique et sportif algérien. Le choix s'est porté cette fois-ci sur l'ancien défenseur de l'EN, Antar Yahia, et l'ancienne escrimeuse, Fériel Sakhi.

«A travers cette distinction qui devient une tradition pour le COA, nous rendons hommage à des acteurs du sport algérien qui ont dignement représenté l'Algérie dans les événements sportifs et contribué au développement et l'épanouissement du sport de manière

général», a indiqué Berraf. Il a également ajouté que l'instance olympique «désire aujourd'hui reconnaître le mérite de ces deux personnalités exceptionnelles pour leur engagement et abnégation au service de la nation».

Pour sa part, l'olympienne, arbitre internationale et membre de l'exécutif de la Fédération Internationale d'escrime, Fériel Salhi, a rappelé les actions du COA tendant à concrétiser le principe de la parité notamment dans le sens de la recommandation 11 de l'agenda 2020 qui favorise l'égalité des sexes et a souhaité à cette occasion beaucoup de bonheur et de réussite à toutes les femmes du mouvement sportif national. Le défenseur international et capitaine de la sélection algérienne de football, Antar Yahia, a salué l'initiative de l'instance olympique. «Je ne m'attendais pas à cette distinction surtout qu'il s'agit de la plus chère médaille qu'un sportif peut remporter. Je remercie le COA et tous ceux qui contribuent au développement du sport algérien et je leur souhaite beaucoup de réussite. Je serais toujours au service de mon pays, c'est une certitude».

Imad M.

JAJ-2018 / Réhabilitation des infrastructures

Hattab satisfait de l'avancement des travaux

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, s'est dit samedi «satisfait» du taux d'avancement des travaux de réhabilitation des infrastructures sportives devant abriter les 3es Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), prévus du 19 au 28 juillet à Alger, excepté le Tennis club de Bachdjarah qui enregistre un retard «important». «Beaucoup de lieux sont prêts pour ces Jeux même si certains d'entre eux demandent plus de temps pour l'achèvement des travaux, notamment le Tennis club de Bachdjarah qui reste le seul point où nous avons constaté un retard par rapport aux engagements déjà pris. Je peux vous confirmer que nous serons prêts

à 100% pour l'organisation de cette manifestation», a déclaré M. Hattab lors d'une visite de travail et d'inspection au niveau des infrastructures sportives. Le ministre a débuté sa visite de travail par la résidence universitaire «Cube 5» à El-Alia (Bab-Ezzouar), avant de se rendre à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques de Bordj El-Bahri, au Tennis club de Bachdjarah, au Centre féminin de Ben-Aknoun, à l'Ecole supérieure des sciences et de technologie du sport (ESTS) à Dely-Ibrahim, à la piscine olympique de l'Office du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf et enfin au stade d'athlétisme du 5-Juillet (Sato). A la résidence universitaire dont la capacité avoisine les 4.000

lits, M. Hattab a demandé de régler les derniers détails relatifs aux travaux pour être à jour dans les délais prévus. Puis le ministre s'est rendu à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques, assistant à une présentation du lieu réalisé par le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger, Tarek Krach.

Ce dernier a précisé qu'une société a été installée lors des derniers jours pour la réhabilitation des trois derniers lots. Le ministre a alors appelé les sociétés concernées par ces travaux à les achever dans les délais. Profitant de sa présence, M. Hattab a rendu visite aux véliplanchistes algériens de la série Optimist

qui ont entamé samedi un stage bloqué pour dégager une équipe type en vue des importantes échéances internationales à venir. «Vous devez être confiants et jouer toutes vos chances pour atteindre vos objectifs. Il faut changer l'esprit sportif et ne pas vous focaliser sur les résultats au niveau arabe uniquement, il faut voir loin», a déclaré le patron du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) aux athlètes présents. Au Tennis club de Bachdjarah qui connaît depuis plus d'un mois des travaux de réhabilitation (cours de tennis, parking, vestiaires, éclairage...), le ministre s'est montré en colère suite au grand retard enregistré pour la livraison du projet.

Syrie

El Assad envisage de se rendre en Corée du Nord

Le président syrien Bachar el-Assad a exprimé sa volonté de se rendre à Pyongyang pour rencontrer le dirigeant nord coréen Kim Jong Un, a rapporté dimanche l'agence de presse officielle de la Corée du Nord, KCNA.

En recevant mercredi à Damas les lettres de créances de l'ambassadeur nord-coréen, Mun Jong Nam, M. Assad a déclaré que la Syrie était très attachée à «la pierre fondatrice des relations historiques entre les deux pays posée par le président Kim Il Sung et l'ancien président syrien Hafez el-Assad».

«Je vais me rendre en RPDC et y rencontrer Son Excellence Kim Jong Un», a-t-il dit, cité par KCNA, sans spécifier la date d'une telle visite. Selon l'agence, le président syrien a également déclaré que le monde se félicitait «des récents événements remarquables dans la péninsule coréenne rendus possibles par le calibre politique exceptionnel et la direction éclairée de Son Excellence Kim Jong Un».

«Je suis sûr qu'il remportera la victoire finale et parviendra sans aucun doute à la réunification de la Corée», a-t-il souligné. Comme il l'a fait par le passé, le gouvernement syrien soutiendra totalement toutes les politiques et mesures des dirigeants de la Corée du Nord, renforçant et développant invariablement ses relations amicales avec la Corée du Nord, a indiqué M. Assad, cité par l'agence KCNA. Pyongyang et Damas entretiennent des relations étroites, qui remontent aux années 1970.

K. A.

Thaïlande

Une baleine pilote meurt après avoir avalé 80 sacs en plastique

Une baleine pilote (globicéphale) est morte après avoir ingurgité plus de 80 sacs en plastique dans le sud de la Thaïlande, ont annoncé des responsables, après une vaine tentative de sauvetage du mammifère.

Ce cétacé de la famille des delphinidés, un jeune mâle, est la dernière victime à avoir été retrouvée à peine vivante à proximité de la frontière avec la Malaisie, a précisé le ministère de la Marine et des ressources côtières sur sa page Facebook samedi. Une équipe de vétérinaires a essayé de la sauver, «mais finalement la baleine est morte» vendredi après midi, poursuit le message. Selon l'autopsie, l'animal avait dans l'estomac 80 sacs en plastique qui pesaient environ huit kilos, a souligné le ministère.

Le cétacé avait vomi cinq sacs en plastique durant l'opération de secours. Ces sacs ont empêché le mammifère de se nourrir de tout autre aliment nutritif, selon Thon Thamrongnawasawat, biologiste et conférencier à l'université de Kasetsart, à Bangkok.

Au moins 300 animaux marins dont des baleines, des tortues de mer et des dauphins meurent chaque année dans les eaux thaïlandaises après avoir ingurgité du plastique, a expliqué M. Thamrongnawasawat. La Thaïlande est l'un des pays qui consomme le plus de sacs en plastique au monde, causant chaque année la mort de centaines de créatures marines qui vivent près des plages fréquentées du pays.

L. O.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Pluviosité

Les fortes précipitations, pas un phénomène nouveau



Les fortes précipitations enregistrées ces derniers jours à travers le pays n'est pas un phénomène nouveau, car des cas semblables ont été déjà enregistrés auparavant, a indiqué hier le directeur du Centre climatologique national (CCN), Salah Sahabi Abed.

Contacté par l'APS, M. Sahabi a précisé, à ce propos, qu'«il s'agit d'un phénomène qui peut arriver», citant l'exemple de la wilaya de Béjaïa qui avait «enregistré 167 mm de précipitations en juillet 2002. Ce qui était exceptionnel», a-t-il rappelé.

Interrogé sur la persistance du temps pluvieux, alors que le printemps touche à sa fin, le directeur du CCN qui relève de l'Office national de la météorologie (ONM), a précisé qu'«une étude est en cours au sein de l'office» afin de déterminer les facteurs ayant influé sur cette météorologie.

Dans le même cadre, Mme Houaria Benrekta, prévision-

niste à l'ONM, a indiqué, récemment, que la situation météorologique qui a prévalu ces dernières semaines s'«explique par un flux Sud-Ouest chaud et humide vers le nord du pays provoquant des pluies, parfois orageuses, sur les régions côtières. La même situation a été observée dans les régions intérieures, notamment les Hauts-Plateaux qui ont connu de fortes précipitations, ainsi que des chutes de grêle».

Elle a précisé que cette situation était «normale» et reflète «les caractéristiques météorologiques de la région méditerranéenne, connue par ses variabilités intra-annuelle et intra-saison, à l'exemple de la saison printanière de cette année qui a vu une période pluvieuse plus prolongée que d'habitude».

Ainsi, selon les prévisions de l'ONM, pour le mois de juin la pluie sera «normale sur les régions côtières, proches côtières Ouest et Centre, normale à légè-

ment au-dessus de la normale sur les régions intérieures Ouest, Centre et les Hauts-Plateaux Centre, et au-dessous de la normale sur les régions côtières, proches côtières intérieures et les hauts plateaux Est».

Concernant les températures, elles seront «normales à légèrement au-dessous de la normale sur les régions côtières, proches côtières, intérieures (Ouest, Centre et Est), les Hauts-Plateaux Centre et les Oasis (Biskra)», selon l'office.

Elles seront aussi «normales à légèrement au-dessus de la normale sur les régions des Hauts-Plateaux Ouest et Est, et légèrement au-dessus de la normale sur le Sahara».

Pour le mois de juillet la pluie sera à la «normale sur l'ensemble des régions du pays», alors que les températures seront de «normales à légèrement au-dessous de la normale sur les régions côtières, proches côtières, intérieures (Ouest, Centre et Est) et les Hauts-Plateaux Centre, légèrement au-dessus de la normale sur les régions des Hauts-Plateaux Ouest et Est, et légèrement au-dessus de la normale sur le grand Sahara».

Il est à préciser que la situation «normale» signifie la condition qui se trouve proche de la moyenne statistique prise comme référence climatologique et appelée communément normale climatologique.

H. L.

Bouira

Démantèlement d'un réseau international de contrebande de véhicules

Un réseau international spécialisé dans le trafic et la contrebande de véhicules a été démantelé à Bouira suite à une vaste opération menée par les équipes de brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la wilaya, a indiqué hier un responsable de la Sécurité de la wilaya.

Composé de 58 individus âgés entre 20 et 50 ans, ce réseau activait dans plusieurs wilayas, dont Oran, Alger, Tissemsilt, Djelfa, Bordj Bou Arreridj, Sétif et Béjaïa, a précisé le commissaire de police, Rabah Dainèche, lors d'un point de presse.

Les membres de ce réseau introduisaient sur le sol algérien des véhicules avec de faux numéros de châssis et de faux documents, a-t-il ajouté. «Cette opération d'ampleur a été menée conjointement entre la BRI et les unités de lutte contre la contrebande et vol de véhicules. Les 58 individus impliqués sont accusés de crime de vol et de contrebande de voitures, de détournement de la marchandise de sa source privilégiée, de faux et usage de faux dans l'élaboration de documents administratifs et d'attestations, abus de pouvoir, usurpation et usage irrégulier de la fonction», a tenu à pré-

ser le commissaire de police.

Les mis en cause sont poursuivis également pour fausses déclarations ainsi que pour utilisation de faux sceaux de l'Etat et adoption de fausses identités.

Selon les détails fournis par l'officier de police, 18 voitures de différents types ont été saisies et présentées par les services de sécurité dans le cadre de cette opération, et toutes les procédures et mesures judiciaires ont été prises en collaboration avec le procureur de la République près le tribunal de Bouira.

R. B.

ACTU...

Base aérienne de Biskra

Sortie de la piste d'un avion militaire

Un avion militaire de type Hercule C-130, sans passagers, a fait l'objet dimanche d'une sortie de la piste de la Base aérienne de Biskra, causant de légères blessures aux membres de l'équipage, a indiqué un communiqué du ministère de la défense nationale (MDN). «Lors de son atterrissage, un avion militaire de type Hercule C-130 sans passagers a fait l'objet, aujourd'hui 3 juin 2018, d'une sortie de la piste de la Base aérienne de Biskra /4 RM, causant de légères blessures aux membres de l'équipage qui ont été immédiatement pris en charge, en plus de dégâts matériels à l'aéronef», précise la même source. A cet effet, le Haut commandement de l'Armée nationale populaire «a ordonné l'ouverture d'une enquête en vue de déterminer les circonstances exactes ayant entouré cet accident», souligne le MDN.

R. K.

Skikda

Cinq abris pour terroristes découverts par l'armée

Cinq abris pour terroristes contenant une arme, des munitions et des produits chimiques rentrant dans la fabrication d'explosifs, ont été découverts samedi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Skikda, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, suite à une opération de fouille et de recherche menée le 2 mai 2018 à Skikda (5^{ème} Région militaire), cinq abris pour terroristes contenant sept obus de mortier de calibre 60 mm, un fusil à pompe, trois bombes de confection artisanale, 110 litres de produit chimiques (ammonitrate) rentrant dans la confection d'explosifs, ainsi que 1 131 balles de différents calibres, des outils de détonation, des plaques photovoltaïques, une importante quantité de vivres, de médicaments, de vêtements et divers objets», précise-t-on de même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté, à Tamanrasset et In Guezzam (6^{ème} RM), neuf orpailleurs et saisi deux véhicules tout-terrain, 10 marteaux piqueurs, sept groupes électrogènes, un détecteur de métaux et deux téléphones satellitaires», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi 33 kg de kif traité à Oran (2^{ème} RM)».

Par ailleurs, des garde-côtes «ont mis en échec à El Ghazaouet (2^{ème} RM) et El Kala (5^{ème} RM), des tentatives d'émigration clandestine de 36 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale», alors que «74 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen et Ghardaïa».

H. T.